

Daniel Fichter

C.U.B.I.

(Currency Unit and Basic Income)



Dafilog

© 2026, Dafilog

Imprimé à la demande

Dépôt légal : janvier 2026

ISBN : 9798241434654

cubishome.com

Tous droits réservés, y compris de reproduction partielle ou totale, sous toutes ses formes.

Première partie

CUBI : pourquoi, comment

Introduction

Le monde se trouve à l'aube de transformations majeures. À l'heure où j'écris ces lignes, le scénario le plus probable n'est pas le meilleur. Pourtant, le pire n'est pas une fatalité : il suffit parfois de changer notre manière de penser pour ouvrir de nouvelles voies. C'est précisément l'objectif de ce livre.

Nous entrons dans une période où des forces puissantes s'entrecroisent :

- L'intelligence artificielle commence à remplacer une partie des emplois humains. Comment réussir la transition vers une société où le « non-emploi » n'est plus synonyme de pauvreté, mais au contraire de prospérité et d'abondance ?
- Les tensions géopolitiques se multiplient — Ukraine, Taïwan, Palestine... Le monde semble parfois glisser vers une troisième guerre mondiale. Comment redonner aux peuples l'envie de la démocratie ?
- Le dérèglement climatique et la pollution poussent certains à prôner plus de restrictions et moins de liberté. Existe-t-il un autre chemin, compatible avec la préservation de l'environnement et la liberté individuelle ?
- Les crises identitaires, migratoires et sécuritaires nourrissent la montée des extrêmes et fragilisent la démocratie. Comment adapter nos sociétés pour traverser ces bouleversements sans renoncer à nos valeurs ?
- Les pandémies — le Covid n'était qu'un avertissement. Sommes-nous prêts pour la prochaine crise mondiale ? Comment éviter qu'un nouveau confinement mette en péril nos économies et nos libertés ?

Je ne suis pas expert en géopolitique, en écologie ou en sociologie. Mon domaine, c'est l'informatique. Mais depuis quarante ans, j'observe le monde et j'essaie de comprendre ce qui pourrait réellement le transformer — en mieux. Et aujourd'hui, avec l'irruption massive de l'IA, je suis convaincu qu'il n'est plus temps de réfléchir en silence : il faut partager des idées nouvelles, pour que nous ayons collectivement la possibilité d'anticiper les tempêtes à venir... et de préparer le beau temps qui peut suivre.

C'est ici qu'intervient Cubi — une redéfinition du fonctionnement même de la monnaie.

Dans les pages qui suivent, je vais expliquer ce concept, la logique qui le sous-tend, et surtout pourquoi un simple changement de paradigme monétaire pourrait modifier en

Introduction

profondeur tous les autres domaines : l'économie, le travail, la politique, l'environnement, et même la paix mondiale.

Ce livre ne propose pas une utopie, mais une possibilité. Une autre manière de faire société. Et peut-être, une manière de garantir à l'humanité à la fois la paix... et l'abondance.

Brève histoire de la monnaie

Le système monétaire que nous utilisons aujourd'hui n'est que le dernier maillon d'une longue chaîne d'expérimentations humaines. À travers les siècles, la monnaie a pris des formes très différentes, chacune portée par les besoins et les limitations de son époque.

Des objets rares comme premières monnaies

Dans les sociétés anciennes, la monnaie était avant tout un objet physique rare, difficile à produire ou à imiter. Coquillages, pierres gravées, métaux bruts, fèves de cacao... autant de supports utilisés comme unités d'échange parce qu'ils étaient reconnus, transportables et acceptés par tous. Leur valeur reposait sur leur rareté naturelle et sur la confiance que les gens leur accordaient.

La monnaie métallique : la valeur incarnée

Avec l'apparition des civilisations plus complexes, on vit émerger la monnaie métallique, principalement en or et en argent. Cette forme présentait un avantage majeur : le support lui-même possédait une valeur intrinsèque.

Mais elle comportait aussi un piège. Lorsque les caisses de l'État se vidaient, en particulier pour financer des armées ou de grands travaux, la tentation était forte de débaser la monnaie : on ajoutait de plus en plus de métaux communs au métal précieux. Résultat : la valeur réelle des pièces diminuait, l'inflation apparaissait, et avec elle la perte de confiance du public. Ce phénomène s'est répété dans de nombreuses civilisations.

La monnaie papier et l'étalon-or

Plus tard naquit la monnaie papier. Au départ, chaque unité de monnaie émise devait correspondre à une quantité d'or détenue par l'État ou la banque centrale : ce fut l'étalon-or. Ce système avait une vertu : il limitait mécaniquement la création monétaire.

Mais l'économie moderne exige beaucoup plus de flexibilité. La Première Guerre mondiale en fut l'illustration éclatante : les États eurent besoin de créer massivement de la monnaie pour financer l'effort de guerre. La quantité de papier-monnaie se mit alors à dépasser largement les réserves d'or. Après la guerre, cet excès de monnaie finit par provoquer de graves épisodes d'hyperinflation, particulièrement en Europe.

1971 : la fin de l'étalon-or et la naissance de la monnaie dette

Après 1945, seul le dollar américain restait officiellement convertible en or. Mais au fil des décennies, la quantité d'or disponible devint insuffisante face à l'expansion économique mondiale. En 1971, le président Nixon mit fin unilatéralement à la convertibilité du dollar en or. Ce fut la fin définitive de l'étalon-or.

Depuis lors, notre système repose sur ce que l'on appelle la monnaie-dette : la monnaie est créée essentiellement lorsqu'une banque octroie un crédit. Chaque euro ou dollar en circulation correspond donc à une dette inscrite quelque part. Ce système est efficace mais présente aussi de nombreuses limites, que nous verrons plus loin.

2009 : l'irruption du Bitcoin et des cryptoactifs

En 2009, un nouveau type de monnaie apparut : le Bitcoin, premier cryptoactif mondial. Il introduisait plusieurs idées révolutionnaires :

- une création monétaire limitée par un algorithme, donc prévisible ;
- un système décentralisé sans autorité centrale ;
- une forme d'anonymat dans les transactions.

Pour le moment, les cryptomonnaies n'ont pas remplacé les monnaies traditionnelles : leur volatilité, l'absence de régulation stable, et leur adoption encore limitée les empêchent d'être utilisées au quotidien. Elles séduisent surtout les personnes cherchant un refuge hors du système bancaire classique ou spéculant sur leur valeur future.

2026 : l'émergence potentielle de Cubi

Dans ce contexte de transformations rapides, CUBI — Currency Unit and Basic Income — peut voir le jour dès 2026. Cubi est conçu comme une nouvelle forme de monnaie, intégrant dès son origine un revenu universel, une gestion saine de la masse monétaire et un lien direct avec les besoins réels de la société.

Sa création ouvre une opportunité historique : celle de repenser la monnaie pour résoudre des problèmes que les systèmes actuels peinent à traiter.

C'est précisément l'objectif de ce livre : explorer pourquoi et comment Cubi pourrait transformer en profondeur notre organisation économique et sociale.

La « monnaie dette »

Nous utilisons aujourd'hui une monnaie dont le mécanisme de création est largement méconnu du grand public. Je vais donc tenter d'en résumer le fonctionnement. Les puristes y verront certainement des approximations, mais l'objectif n'est pas d'être exhaustif : c'est d'être clair.

Comment la monnaie est-elle créée ?

Tout commence lorsque vous demandez un prêt à votre banque. Celle-ci évalue votre capacité à rembourser et fixe un taux d'intérêt. Ce taux doit couvrir plusieurs choses :

- le risque que vous ne remboursiez pas,
- les frais de fonctionnement de la banque,
- et le taux directeur fixé par la banque centrale (BCE pour l'euro, Fed pour le dollar, etc.).

Pour vous prêter l'argent, la banque va s'adresser à la banque centrale. Celle-ci « crée » alors la somme correspondante, et l'inscrit au passif de la banque commerciale sous forme de dette. Tant que vous remboursez, la banque rembourse elle aussi la banque centrale. Et lorsque la dette est intégralement payée, la monnaie créée au départ est... détruite. Elle disparaît littéralement des bilans.

Ce mécanisme explique pourquoi on parle de monnaie-dette : la monnaie entre dans l'économie lorsqu'un emprunteur s'endette, et elle en sort lorsque cette dette est remboursée.

Les garde-fous : pourquoi les banques ne peuvent pas prêter sans limite ?

Deux mécanismes régulent la création monétaire :

Le taux directeur

La banque centrale peut augmenter ou diminuer le coût auquel les banques se refinancent.

- Si elle augmente son taux, les prêts deviennent plus chers → moins de demandes d'emprunt → moins de création monétaire.

- Si elle baisse son taux, les emprunts deviennent plus accessibles → hausse de la création monétaire.

Le taux directeur est donc un levier pour ajuster la quantité de monnaie en circulation.

Le ratio de solvabilité

Les banques doivent disposer d'un certain pourcentage de fonds propres, ou d'argent réellement disponible sur les comptes de leurs clients, par rapport à la totalité de leurs engagements. Ce mécanisme est censé garantir que la banque pourrait rembourser une partie de ses dettes même si de nombreux emprunteurs devenaient insolvables.

Le manque de contrôle réel sur la solvabilité des emprunteurs est d'ailleurs ce qui a conduit à la crise des subprimes : trop de prêts accordés à des ménages incapables de rembourser.

L'objectif de la banque centrale : calibrer la quantité de monnaie

En simplifiant, imaginons qu'un pays soit capable de produire une quantité X de biens et services.

Et que les acheteurs disposent d'une quantité Y de monnaie.

- Si $X > Y$, les vendeurs doivent baisser leurs prix pour écouler leur production → déflation.
- Si $Y > X$, les acheteurs ont les moyens de payer plus cher → inflation.

Le rôle de la banque centrale est de maintenir une inflation faible, idéalement autour de 2 %. Pour cela, elle ajuste régulièrement son taux directeur.

Le problème : comment mesure-t-on l'inflation ?

Le calcul du taux d'inflation fait l'objet de nombreuses critiques. Il est basé sur un « panier » de biens et services, qui n'est qu'une simplification grossière de millions de prix différents, achetés par des millions de personnes ayant des habitudes et des priorités variées.

Un chiffre unique, censé représenter l'évolution du coût de la vie pour tout le monde, est forcément imparfait. Pourtant, c'est ce chiffre — probablement sous-estimé — qui sert de base aux décisions de création monétaire.

La dette publique : une « bonne » idée ?

On entend souvent dire que l'endettement de l'État stimule l'économie, car plus d'argent en circulation faciliterait la production.

C'est faux.

Quand l'État s'endette, il augmente la quantité de monnaie disponible. Ce surplus crée mécaniquement... de l'inflation.

Or l'inflation est une forme d'impôt déguisé, et comme tous les impôts indirects, il touche d'abord les plus pauvres. Ce sont donc eux qui « paient » la dette publique, bien avant les contribuables aisés.

Ensuite viennent les classes moyennes, via l'augmentation future des impôts nécessaires pour rembourser la dette. Et enfin, les retraités, les fonctionnaires et tous les bénéficiaires de dépenses publiques, lorsqu'il faudra réduire brutalement les budgets.

Une dette publique ne disparaît jamais simplement par décision politique. Elle est toujours, d'une manière ou d'une autre, payée par quelqu'un. C'est pourquoi, selon moi, l'État ne devrait s'endetter que pour des investissements essentiels, mais j'y reviendrai plus tard.

La vitesse de circulation : un facteur souvent oublié

La quantité de monnaie ne suffit pas à expliquer l'activité économique. Il faut aussi regarder la vitesse à laquelle la monnaie circule.

- Si beaucoup de monnaie est émise mais que les gens la stockent au lieu de dépenser, alors cette monnaie ne sert à rien. L'économie stagne.
- Si la monnaie circule rapidement, cela crée de l'activité, ce qui est sain.

C'est pour cette raison que l'État aimerait que vous retiriez l'argent dormant de votre Livret A : pour le remettre dans l'économie réelle.

Mais attention : une circulation trop rapide de la monnaie peut entraîner une inflation excessive.

Actuellement, dans la zone euro, nous avons une situation paradoxale : trop de monnaie émise, et une vitesse de circulation trop faible.

Ce qui crée un système instable, où la politique monétaire classique a beaucoup moins d'effet qu'autrefois.

Essayons CUBI

Aujourd'hui, la monnaie est essentiellement numérique. Les billets et pièces sont en voie de disparition : ils ne servent plus qu'à garantir une forme de paiement anonyme, et éventuellement de solution de secours en cas de panne informatique — même si, dans les faits, lors d'une panne, les distributeurs tombent eux aussi en panne. La réalité est simple : notre monnaie est devenue immatérielle.

L'idée que je propose avec Cubi est de reposer la création monétaire sur un principe simple : la monnaie doit être créée en étant donnée directement aux gens.

Pour fixer les idées, partons du principe qu'un Cubi vaut l'équivalent d'un euro. La valeur réelle de Cubi devra sans doute s'ajuster dans le temps en fonction des performances économiques de la France, mais j'en reparlerai plus tard.

Et, comme je suis français, je ferai les comparaisons avec le système que je connais le mieux : celui de la France.

Partons d'un revenu universel : 1 000 Cubis par mois

Imaginons que chaque mois, 1 000 Cubis soient versés sur le compte de chaque Français, de la naissance au décès. C'est la définition même d'un *revenu universel*.

En France, il existe une multitude d'aides ciblées : RSA, APL, prime d'activité, allocations familiales, allocation de rentrée scolaire, bourses d'étude, chèque énergie... Et chaque année voit naître de nouvelles aides : chèque mobilité, chèque de réparation de vélo, chèque de Noël, etc. Toutes ces aides nécessitent de prélever de l'impôt, c'est-à-dire que les plus riches paient pour les plus pauvres. Et la question devient alors : *jusqu'où pousser ce principe ? Combien d'aides peut-on inventer ? À partir de quand vérifie-t-on réellement qu'elles vont bien aux bonnes personnes ?*

D'où l'idée, de plus en plus répandue, de remplacer toutes les aides par une seule : un revenu universel simple et inconditionnel. Mais les montants deviennent alors colossaux : 67 millions de Français \times 1000 euros \times 12 mois = 804 milliards d'euros par an. Et cela doit être prélevé par l'impôt.

Pourquoi c'est impossible avec l'euro

Les prélèvements obligatoires en France en 2023 représentent déjà 1 218 milliards d'euros, répartis ainsi :

- Cotisations sociales : 462 Mds
- TVA : 205 Mds
- CSG : 147 Mds
- Impôt sur le revenu : 88 Mds
- Impôt sur les sociétés : 56 Mds
- Taxes locales : 41 Mds
- Autres taxes : 95 Mds

Et les dépenses publiques, elles, totalisent 1 620 milliards d'euros, dont une grande partie est incompressible :

- Retraites : 409 Mds
- Santé : 325 Mds
- Chômage : 46 Mds
- Éducation : 142 Mds
- Fonctionnement des administrations : 106 Mds
- Transports et équipements collectifs : 81 Mds
- Défense : 50 Mds
- Sécurité : 40 Mds
- Infrastructures : 17 Mds
- Justice : 8 Mds

Certaines dépenses pourraient être remplacées par un système type Cubi (j'y reviendrai), pour un total de 390 Mds. Mais avec un revenu universel classique coûtant 804 Mds, il faudrait :

- tripler la TVA ($\approx +40\%$ sur tous les prix), ou
- quintupler l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés (autrement dit : faire fuir tous les contribuables aisés en quinze jours).

Autant dire : impossible dans le cadre de l'euro.

L'originalité d'une monnaie fondante

Avec Cubi, on change complètement de logique. On verse 1 000 Cubis par mois à chaque Français, ce qui implique une création monétaire de 804 milliards de Cubis par an. Mais un

CUBI : pourquoi, comment

Cubi est une *monnaie fondante* : il perd progressivement de la valeur au fil du temps (les explications détaillées de ce type de monnaie seront données dans les autres chapitres). Par exemple, un Cubi versé le 1^{er} janvier vaudrait 0,9 Cubi le 1^{er} février.

La monnaie se crée automatiquement par versement... et se détruit automatiquement par fonte.

Je suis parti sur une règle de 1 000 Cubis par mois et de fonte de 10 % par mois, mais ce n'est qu'un exemple, destiné à montrer le fonctionnement général d'une monnaie fondante, et à démontrer qu'avec ce mécanisme la masse monétaire totale tend naturellement vers un plafond stable, comparable à la masse monétaire actuelle en France.

Dans un système réel, le montant créé par personne et la vitesse de fonte ne seraient pas arbitraires, mais définis par une autorité monétaire indépendante (par exemple la Banque de France), sur la base d'indicateurs économiques objectifs : inflation, activité réelle, chômage, capacité de production, etc.

Ces paramètres deviendraient ainsi l'équivalent moderne du taux directeur, mais avec un mécanisme plus direct, plus lisible et plus transparent que la politique monétaire actuelle.

Voici l'évolution du solde d'une personne touchant 1 000 Cubis par mois, sans rien dépenser :

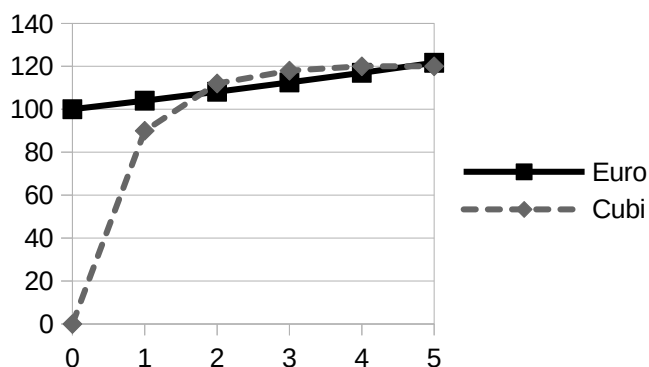
Mois	Versement	Solde début de mois	Solde fin de mois
1	1000	1 000	900
2	1000	1 900	1 710
3	1000	2 710	2 439
4	1000	3 439	3 095
5	1000	4 095	3 686
6	1000	4 686	4 217
7	1000	5 217	4 695
8	1000	5 695	5 126
9	1000	6 126	5 513
10	1000	6 513	5 862
11	1000	6 862	6 176
12	1000	7 176	6 458
...			
25	1000	9 282	8 354
26	1000	9 354	8 419
27	1000	9 419	8 477
28	1000	9 477	8 529
29	1000	9 529	8 576
30	1000	9 576	8 618
31	1000	9 618	8 657
32	1000	9 657	8 691
33	1000	9 691	8 722
34	1000	9 722	8 750
35	1000	9 750	8 775

Essayons CUBI

36	1000	9 775	8 797
...			
49	1000	9 943	8 948
50	1000	9 948	8 954
51	1000	9 954	8 958
52	1000	9 958	8 962
53	1000	9 962	8 966
54	1000	9 966	8 970
55	1000	9 970	8 973
56	1000	9 973	8 975
57	1000	9 975	8 978
58	1000	9 978	8 980
59	1000	9 980	8 982
60	1000	9 982	8 984

- au début, le solde augmente rapidement,
- à 2 ans, il progresse à peine,
- à 5 ans, il se stabilise autour de 9 500 Cubis.

Évolution comparative de la masse monétaire



- Dans un système de monnaie-dette, la masse monétaire augmente continuellement, sans mécanisme naturel de plafonnement.
- Avec Cubi, la création monétaire est automatiquement compensée par la fonte, ce qui conduit à une stabilisation de la masse monétaire à long terme.

Pour 67 millions d'habitants, la masse monétaire totale stabilisée serait donc d'environ 636 milliards de Cubis.

C'est bien inférieur à la masse monétaire en euros de la France ($\approx 1\,618$ milliards). On pourrait donc, en théorie, verser 2 000 Cubis par mois à chaque Français ?

Une idée simple : 1 000 Cubis pour chaque Français + 1 000 Cubis pour l'État

Mais pour rester réaliste et éviter les dérives, on peut adopter un système équilibré :

CUBI : pourquoi, comment

- pour 1 000 Cubis versés à chaque Français,
- 1 000 Cubis versés aussi à l'État, chaque mois.

Ainsi, si l'État veut davantage de moyens, il doit augmenter la création... et donc augmenter aussi ce que reçoivent les citoyens. Il ne peut plus prélever Paul pour donner à Jacques.

L'État disposerait donc lui aussi de 804 milliards de Cubis par an.

Cela suffirait largement à financer les missions régaliennes et essentielles :

- Éducation : 142 Mds
- Fonctionnement des administrations : 106 Mds
- Transports et équipements : 81 Mds
- Défense : 50 Mds
- Sécurité : 40 Mds
- Infrastructures : 17 Mds
- Justice : 8 Mds

Total : 447 milliards.

Avec 804 milliards à disposition, l'État aurait une marge de manœuvre confortable (pour rembourser sa dette, pour financer certaines aides supplémentaires nécessaires à certains types de personnes), tout en restant contraint à ne jamais dépenser plus que ce qu'il reçoit automatiquement chaque mois.

Et surtout :

- plus aucun impôt, aucune taxe, plus de TVA, plus d'impôt sur le revenu, plus de CSG.
- un budget clair, simple, transparent : on dépense ce qui arrive, pas plus.
- fini le théâtre annuel du budget, où chaque camp fait de la politique au lieu de réfléchir à la gestion du pays.
- l'état n'emprunterait plus que pour financer des investissements matériels (infrastructure, bâtiments publics, etc), c'est à dire un actif à mettre en face de la dette, et une durée d'emprunt cohérente à la durée d'amortissement de l'actif.

Certains économistes défendent l'endettement public dans des contextes précis. Je considère pour ma part que dans un monde d'IA et de chômage structurel, ce mécanisme devient dangereux.

Monnaie fondante et inflation : un faux procès

On pourrait craindre qu'une monnaie fondante, en incitant à dépenser rapidement, provoque une inflation incontrôlée par une hausse excessive de la vitesse de circulation.

Cette crainte repose sur une confusion fréquente : ce n'est pas la vitesse de circulation en elle-même qui crée l'inflation, mais le déséquilibre entre la monnaie en circulation et la capacité réelle de production de l'économie.

Avec Cubi, ce déséquilibre est structurellement limité par plusieurs mécanismes.

D'abord, la monnaie qui n'est pas utilisée est automatiquement détruite par la fonte. La masse monétaire totale ne peut donc pas s'accumuler indéfiniment.

Ensuite, la conservation de la valeur ne passe plus par la thésaurisation, mais par le crédit et l'investissement. Les Cubis qui ne sont pas dépensés immédiatement sont prêtés, investis ou transformés en actifs, ce qui permet de conserver leur valeur économique tout en maintenant la circulation monétaire.

Enfin, la vitesse de circulation possède des limites naturelles : les capacités de consommation, de production et de décision humaines ne sont pas infinies. Une monnaie fondante accélère les échanges utiles, pas les comportements irrationnels.

Dans un monde où l'automatisation et l'intelligence artificielle font mécaniquement baisser les coûts de production, une augmentation modérée de la vitesse de circulation n'est pas inflationniste ; elle est au contraire nécessaire pour éviter la stagnation économique.

Cubi ne supprime donc pas la régulation monétaire : il la rend plus directe, plus lisible et plus adaptée à une économie où le travail humain devient structurellement moins central.

CUBI et sa relation au travail

Imaginons maintenant les conséquences concrètes de l'introduction des Cubis sur le monde du travail. Chaque Français reçoit 1 000 Cubis par mois, automatiquement, simplement parce qu'il existe. Cette monnaie circule : les gens dépensent, les entreprises reçoivent, et avec ces recettes elles peuvent à leur tour rémunérer leurs salariés et payer leurs fournisseurs.

Un changement profond dans la relation employeur / salarié

Dans le système actuel, si vous travaillez, vous touchez un salaire net. Par exemple, 2 300 euros nets hors impôt sur le revenu, soit 2070 euros net pour un célibataire sans enfant. Mais pour votre employeur, vous coûtez en réalité environ 4 000 euros, à cause des multiples cotisations remises à l'État et aux organismes sociaux. On y trouve notamment :

- environ 200 € d'assurance maladie,
- 940 € d'assurance vieillesse et de retraite complémentaire,
- 100 € de contributions pour la CAF,
- 120 € pour l'assurance chômage,
- 270 € de CSG/CRDS,
- et une série d'autres cotisations plus petites.

Autrement dit, presque la moitié du coût total disparaît sous forme de charges obligatoires.

Avec les Cubis, ce fonctionnement change entièrement.

Pourquoi ces cotisations n'ont plus lieu d'être

Comme l'État reçoit déjà chaque mois sa part de Cubis lors de la création monétaire (et n'a donc plus besoin de prélever autant), un certain nombre de contributions actuelles n'ont plus de raison d'exister : CAF, CSG/CRDS, une partie des cotisations sociales, taxes de production, impôt sur les sociétés, impôt sur les dividendes... tout cela disparaît.

On retire donc ces charges du coût salarial pour l'employeur.

Le salarié reçoit alors son salaire complet, c'est-à-dire la totalité de ce que l'employeur débourse.

Le salaire complet : un gain immédiat de pouvoir d'achat

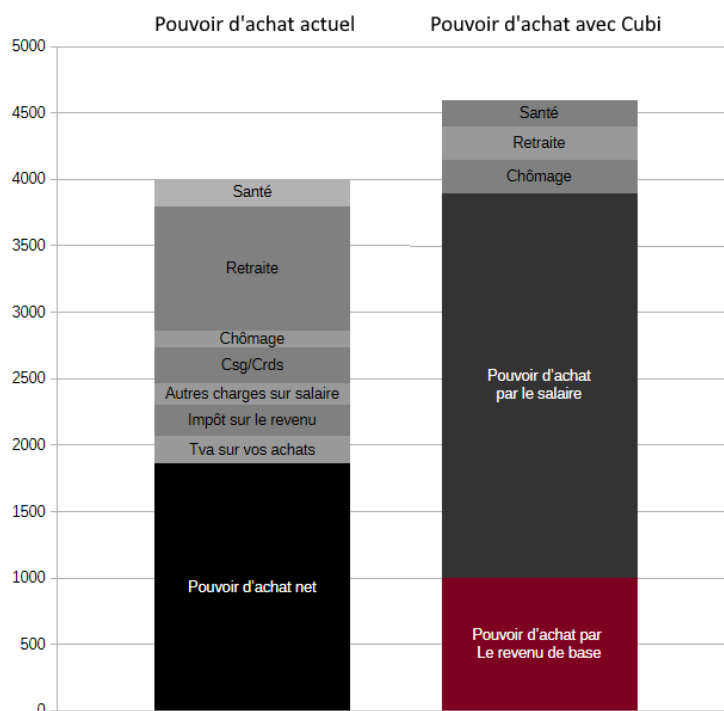
Dans notre exemple, l'employeur ne paie plus 4 000 €, mais environ 3 600 Cubis, qu'il vous reverse intégralement. Vous gagnez donc plus, et votre employeur est plus compétitif.

Bien sûr, vous devrez consacrer une partie de ces Cubis à votre assurance maladie, votre retraite ou une assurance chômage. Mais cette fois, vous les dépensez librement, selon vos priorités et dans la concurrence des organismes de votre choix. On y reviendra plus tard.

De plus, comme il n'y a plus de TVA non plus, les prix d'un grand nombre de vos achats baissent mécaniquement (disons 10 % en moyenne). Pour un salarié à plein temps avec un salaire moyen, cela revient à passer d'environ 1 863 € de pouvoir d'achat réel (net moins TVA) à 3 900 Cubis de pouvoir d'achat complet.

Le pouvoir d'achat double.

Répartition du coût du travail et pouvoir d'achat réel



Remarque 1 : Le taux de cotisation chômage est volontairement augmenté dans cet exemple avec Cubi. Dans un monde où le chômage devient plus fréquent et plus discontinu, il est logique d'adapter le niveau de couverture assurantielle à cette nouvelle réalité.

Remarque 2 : Le taux de cotisation retraite est fortement réduit, car le système préconisé repose principalement sur la capitalisation. À titre d'ordre de grandeur, une cotisation de 250 euros par mois pendant quarante ans, avec un rendement moyen de 4 % par an, permet de financer une retraite d'environ 1 790 euros par mois pendant vingt ans (hors revenu de base).

Ce résultat ne relève pas d'une hypothèse irréaliste, mais du simple effet des intérêts composés. À titre de comparaison, certains économistes, dont Gabriel Zucman, estiment qu'un impôt annuel sur le capital de l'ordre de 2 % — car il serait bien inférieur au rendement observé sur les patrimoines élevés — serait cohérent.

Un environnement extraordinairement compétitif pour les entreprises

Pour les entreprises, c'est un bouleversement. Plus d'impôt sur les sociétés, plus de taxes sur les dividendes, plus de taxes de production, plus de C3S, plus de CVAE, plus de TVA...

Un véritable paradis fiscal légal, où les entreprises peuvent se concentrer sur leur activité réelle sans être écrasées d'impositions. Les pays qui adopteront un tel système auront un avantage économique colossale : attractivité internationale, créations d'entreprises facilitées, relocalisations naturelles...

En un mot, une économie dopée, mais sans appauvrir les citoyens, puisque chacun reçoit déjà son revenu de base.

Pourquoi CUBI est indispensable et URGENT

L'intelligence artificielle vient d'entrer dans nos vies, et elle ne repartira plus. Elle va bouleverser en profondeur notre manière de travailler, et surtout qui sera encore employable demain. Mais l'IA n'est que la première couche de cette révolution. La seconde arrive déjà : les robots, dopés par l'IA.

Je suis programmeur, et je vois en temps réel la vitesse stupéfiante à laquelle l'IA progresse. Tous les six mois, de nouveaux modèles apparaissent et dépassent largement les capacités cognitives des modèles précédents. Ce n'est pas théorique : les géants de la technologie commencent déjà à licencier des programmeurs, remplacés par l'IA.

L'IA ne va pas plafonner

Certains imaginent que l'IA va un jour atteindre un "plafond" et cesser de progresser. Je n'y crois pas un instant. Quand on comprend la mécanique interne de ces systèmes, on comprend qu'ils fonctionnent fondamentalement comme l'intelligence humaine elle-même. Donc leurs limites théoriques sont les nôtres... mais avec une vitesse de réflexion infiniment supérieure.

Dans les laboratoires, les chercheurs travaillent déjà à contourner les limitations qu'ils pensaient définitives. Et comme les effectifs et les moyens sont colossaux, des innovations jugées improbables deviennent réalité. Les capacités "émergentes" en sont un exemple :

- créer un dessin cohérent à partir d'un simple bruit aléatoire,
- jouer aux échecs (sans y avoir été entraîné),
- ou développer spontanément une représentation interne d'un problème complexe.

Aujourd'hui, l'IA fait déjà plus que ce que ses concepteurs avaient prévu. Demain, elle ne fera que les surprendre.

La théorie de la destruction créatrice ne s'appliquera plus

On entend souvent : « *L'IA va détruire des emplois, mais elle en créera d'autres* ». C'est vrai depuis deux siècles. Mais c'est faux cette fois-ci.

Petit rappel historique :

- En 1800, l'agriculture employait 60 % des actifs.

Pourquoi CUBI est indispensable et URGENT

- En 1900 : 40 %.
- En 1970 : 15 %.
- Aujourd'hui : moins de 5 %.

L'industrie, elle, représentait 20 % en 1800, 30 % en 1900, 40 % en 1970... puis seulement 15 % aujourd'hui.

Ce glissement s'est toujours fait au profit du secteur tertiaire (les services), qui représente désormais 80 % des emplois. Mais l'IA est précisément la première technologie capable d'automatiser les services. Il n'y a plus de "quatrième secteur" disponible pour absorber les travailleurs déplacés.

Où ira un comptable, un graphiste, un juriste, un programmeur, un marketeur, un secrétaire, un médecin généraliste... quand 80 % de leur métier aura été absorbé par une IA ?

Ce qui se passe secteur par secteur

Programmation

Un chef de projet qui faisait travailler quatre programmeurs peut déjà faire la même chose avec trois. Bientôt, avec un seul. Puis tout seul, en dialoguant directement avec l'IA.

Graphisme

Une affiche vendue 200 € et réalisée en une journée se fait déjà en moins d'une heure via des modèles d'IA comme Nano Banana, Midjourney ou DALL·E.

Cinéma

Réaliser 10 minutes de film coûtait 4 000 €. Demain, quelques photos + un script suffiront. Après-demain, des longs métrages entiers seront réalisés en un après-midi, avec des acteurs payés uniquement pour leurs droits à l'image.

Musique

Les IA composent déjà des chansons entières. Demain, les artistes chanteront sur des titres conçus pour être des tubes par des algorithmes optimisés.

Droit

Les avocats/notaires passent des heures à fouiller dans des bases de lois. Demain, l'IA fera 95 % du travail, l'avocat ne fera que valider.

Marketing

Stratégies, documents, slogans : ce qui demandait des jours prendra une heure.

Médecine

Diagnostics plus fiables que les médecins généralistes. Radios analysées mieux que par des spécialistes. Robots déjà plus habiles que les chirurgiens, et demain autonomes.

Transport

Les robots-taxis roulent déjà par milliers. Chauffeurs de taxi, de bus, camionneurs, conducteurs de train ou même pilotes d'avion verront leur métier disparaître progressivement.

La conclusion logique : 80 % des gens sans emploi

Dès que l'IA atteindra les capacités cognitives de 80 % des humains — ce qui est presque déjà le cas — elle pourra remplacer 80 % des emplois intellectuels. Quand les robots auront les capacités de déplacement et de perception de 80 % des humains — ce qui viendra juste après — ils remplaceront 80 % des emplois physiques.

Et contrairement aux révolutions précédentes, il n'y aura plus aucun nouveau secteur d'emploi pour absorber les travailleurs.

Ce n'est pas un scénario catastrophe : c'est juste la simple projection de ce qui arrive déjà, mais à une vitesse exponentielle.

Avec Cubi, ce n'est plus une catastrophe

Sans revenu universel, la société va implorer :

- chômage de masse,
- explosion des inégalités,
- révoltes sociales,
- effondrement politique,
- peut-être même guerre civile dans certains pays.

Avec Cubi, tout change.

Chaque citoyen reçoit un revenu mensuel inconditionnel qui lui permet de vivre correctement. Le travail humain résiduel (peut-être à terme 10 heures par semaine par personne) est réparti entre tous. Le reste du temps est consacré aux loisirs, aux passions, à la création, à la science, à l'art, à la vie sociale — bref, à ce que l'humain était fait pour faire.

Même les milliardaires le savent

Elon Musk (Tesla), Mark Zuckerberg (Meta), Sam Altman (OpenAI), Larry Page (Google), Jeff Bezos (Amazon)... et d'autres milliardaires de la tech soutiennent déjà le revenu universel. Ils savent que leurs propres technologies vont bouleverser la société d'une manière cataclysmique.

Pourquoi CUBI est indispensable et URGENT

Sans revenu universel, ils seront vus comme les responsables de la misère qui s'ensuivra. Ils le savent, et c'est pour cela qu'ils défendent l'UBI (Universal Basic Income) — mais en imaginant une solution classique : augmenter les impôts.

Ils ne savent pas encore que Cubi permet d'y arriver sans augmenter le moindre impôt, en changeant simplement le mécanisme de création monétaire [Elon, si tu me lis... une petite donation me serait très utile].

Le prix des choses

Pour comprendre comment une monnaie peut fonctionner économiquement, il faut d'abord comprendre comment se fixent les prix des biens et des services. C'est un sujet souvent traité de manière idéologique, alors que dans les faits, les mécanismes sont relativement simples.

Je vais donc essayer d'expliquer ce que j'ai compris de ces mécanismes. Je ne suis pas économiste, je suis informaticien — ce qui a au moins un avantage : j'ai l'habitude de raisonner en systèmes, en entrées, en sorties, et en effets de bord. Je laisserai donc à des économistes qualifiés le soin de valider ou d'invalider ces raisonnements. Mon objectif n'est pas d'asséner une vérité, mais d'ouvrir des pistes de réflexion.

Comme toute idée un peu dérangement, celle-ci suivra peut-être la célèbre citation attribuée à Schopenhauer :

« Toute vérité passe par trois étapes : d'abord elle est ridiculisée, ensuite elle est violemment combattue, et enfin elle est acceptée comme une évidence. »

Et si mon idée s'arrête à la première étape, ce n'est pas très grave. J'aurai au moins essayé.

Qu'est-ce qu'une monnaie ?

Une monnaie remplit classiquement trois fonctions :

1. Unité de compte : elle permet d'exprimer les prix.
2. Intermédiaire des échanges : elle permet de payer et d'être payé.
3. Réserve de valeur : elle permet de stocker du pouvoir d'achat dans le temps.

Sur les deux premiers points, Cubi ne pose aucun problème particulier, à partir du moment où un État décide d'en faire une monnaie officielle.

C'est sur le troisième point que les critiques apparaissent immédiatement : une monnaie fondante, qui perd de la valeur avec le temps, peut-elle être une vraie réserve de valeur ?

Intuitivement, la réponse semble être non. En réalité, la réponse est oui.

Pourquoi une monnaie fondante peut malgré tout conserver la valeur

Que l'on utilise des euros, des dollars ou des Cubis, les individus, les entreprises et même les collectivités ont tous un point commun : ils souhaitent souvent acheter maintenant, sans attendre d'avoir économisé la totalité de la somme nécessaire.

La solution existe depuis plusieurs siècles : le crédit.

Prenons un exemple simple.

Vous disposez de 1 200 Cubis dont vous n'avez pas l'usage immédiat. Quelqu'un d'autre a besoin de ces 1 200 Cubis aujourd'hui. Il vous propose de vous les rembourser à raison de 100 Cubis par mois pendant un an.

Que s'est-il passé ?

- Vous avez conservé 1 200 Cubis de pouvoir d'achat étalés sur 12 mois.
- La monnaie n'a pas perdu sa valeur économique.
- Elle a simplement été transformée dans le temps.

Bien entendu, dans la réalité, ce ne sont pas les particuliers qui feront cela directement. Ce sera le rôle des banques, comme aujourd'hui : vérifier la solvabilité, mutualiser les risques, prendre une commission, et utiliser l'ensemble des dépôts pour financer les emprunts.

Pour le déposant, tout cela est transparent. Son compte courant est en quelque sorte gelé en valeur, même si la monnaie fond en arrière-plan. La seule limite du système est la demande de crédit, exactement comme aujourd'hui.

La valeur d'une monnaie par rapport aux autres

Une monnaie n'a pas une valeur magique. Elle exprime avant tout la puissance économique, et parfois géopolitique, de la zone qui l'utilise.

Avant l'euro, la valeur du franc représentait directement la valeur de l'économie française. Quand la France allait bien, le franc montait. Quand elle allait mal, il baissait.

Les États ont bien sûr toujours essayé de manipuler cette valeur : taux de change fixes, impression monétaire, ventes de réserves d'or, etc. En général, cela finit mal, pour une raison simple : le marché finit toujours par imposer un prix "réel", d'une manière ou d'une autre.

Avec l'euro, plusieurs pays aux économies très différentes ont choisi une monnaie unique. Cela a eu un avantage évident : faciliter les échanges au sein de la zone euro. Mais aussi un inconvénient majeur : fixer une valeur moyenne.

Résultat :

- les pays très compétitifs (Allemagne, pays du Nord) ont bénéficié d'une monnaie à priori sous-évaluée ;

- les pays plus fragiles (pays du Sud) ont subi une monnaie qui, semblait-il, était sur-évaluée.

Aujourd'hui, la situation s'est partiellement inversée.

L'Allemagne souffre en partie parce que son modèle industriel, très dépendant de l'export, est concurrencé par la Chine, qui combine une monnaie encore plus sous-évaluée et un rattrapage technologique spectaculaire.

Les pays du Sud, eux, ont fait des réformes et se sont adaptés.

La France, de son côté, avait historiquement une monnaie assez bien alignée avec son économie... et n'a donc pas ressenti l'urgence de réformer. Elle continue aujourd'hui à s'enfoncer lentement mais sûrement.

Cubi et le taux de change

Pour introduire Cubi, un taux de change fixe au départ serait logique : 1 euro = 1 Cubi.

Mais ce serait une phase transitoire. À terme, Cubi devrait passer en change flottant et valoir ce que le marché décide qu'il vaut.

Le principe est simple :

- un pays qui exporte plus qu'il n'importe accumule des devises ;
- un pays qui importe plus qu'il n'exporte voit sa monnaie se déprécier.

Une monnaie forte favorise les importations. Une monnaie faible favorise les exportations.

Les Allemands disaient autrefois que la valeur du mark n'avait pas d'importance : quand il était fort, ils achetaient des entreprises à l'étranger ; quand il était faible, ils exportaient.

Avant l'euro, la France était exportatrice nette. Depuis, elle est devenue importatrice nette.

Avec Cubi, la France pourrait retrouver une monnaie adaptée à son économie réelle, et redevenir attractive pour les investissements étrangers — exactement comme l'Irlande a su le faire.

Comment se fixent les prix des biens

On peut distinguer trois grandes catégories de biens.

Les biens rares

Pour un bien unique, comme un tableau de Van Gogh, le prix n'a qu'une seule limite : ce que les acheteurs sont prêts à payer.

Le plus riche — et le plus motivé — gagne. Aucune morale, aucune économie, juste la rareté.

Les biens à rareté structurelle

Certains produits ne sont pas rares en soi, mais leur production est limitée. Le cacao, par exemple, ne pousse que dans certaines régions. La demande augmente, l'offre reste contrainte : les prix montent.

Bloquer les prix du chocolat n'y changera rien... sauf provoquer une pénurie. Mais nous y reviendrons.

Les biens courants

Pour les biens courants, le mécanisme est très simple.

Le prix de sortie d'un produit est la somme de :

- machines et outils,
- matières premières,
- énergie,
- salaires,
- logistique,
- administration,
- marge.

Si une entreprise remplace 50 % de ses salariés par de l'IA ou des robots, ses coûts baissent.

Elle peut soit augmenter sa marge, soit baisser ses prix.

Dans un marché concurrentiel, un acteur finira toujours par baisser ses prix pour gagner des parts de marché, obligeant les autres à suivre.

Si les salaires représentent 50 % du prix final, une automatisation de moitié peut conduire à une baisse de prix d'environ 25 %. Et comme les fournisseurs feront la même chose, l'effet se propage à toute la chaîne.

À grande échelle, si l'IA remplace 50 % du travail humain, les prix courants seront divisés par deux.

Résultat : 1 000 Cubis permettront demain d'acheter ce que 2 000 euros permettent aujourd'hui.

Et quand tout sera produit par des machines ?

Le prix d'un bien courant est, au fond, la somme des revenus de toutes les personnes intervenues dans sa fabrication.

Si demain les machines produisent tout, le coût marginal devient quasi nul. Les biens deviennent gratuits.

CUBI : pourquoi, comment

Le revenu de base devient alors simplement un outil de répartition de la production, en fonction des besoins et des envies.

Nous n'en sommes pas encore là, mais la transition est en cours. Et il faut des mécanismes pour l'accompagner intelligemment.

Et l'épargne, dans un monde CUBI ?

À ce stade, une question légitime se pose immédiatement : si la monnaie fond avec le temps, comment épargner dans un système Cubi ?

Cette question est centrale, car elle touche à deux choses profondément humaines : la prévoyance... et la peur de l'avenir.

Soyons clairs dès le départ : Cubi ne supprime pas l'épargne. Il en change la nature.

L'erreur classique : confondre épargne et thésaurisation

Dans le système actuel, l'épargne est souvent assimilée à une chose simple : mettre de l'argent de côté sur un compte, et attendre.

Cette épargne passive est possible parce que la monnaie conserve — en théorie — sa valeur dans le temps. En pratique, l'inflation la grignote lentement, mais suffisamment doucement pour donner l'illusion de sécurité.

Cubi rompt volontairement avec ce modèle. Non pas par idéologie, mais parce que cette forme d'épargne est économiquement inefficace : elle retire de la monnaie de la circulation, elle favorise les inégalités, et elle pénalise l'investissement productif.

Dans Cubi, on n'épargne plus la monnaie, on épargne la valeur

La distinction est essentielle.

Dans un système Cubi :

- la monnaie est faite pour circuler,
- la valeur, elle, peut être conservée.

Comment ?

Exactement comme aujourd'hui, mais de manière plus claire et plus honnête.

Les trois formes d'épargne dans un monde Cubi

Le crédit

Si vous disposez de Cubis dont vous n'avez pas l'usage immédiat, vous pouvez les prêter. En échange, vous récupérez un flux futur de Cubis, étalé dans le temps.

Et l'épargne, dans un monde CUBI ?

Vous n'avez pas conservé la monnaie. Vous avez conservé le pouvoir d'achat.

C'est déjà ainsi que fonctionne le système bancaire actuel — simplement, Cubi rend ce mécanisme explicite et central.

L'investissement dans l'économie réelle

Immobilier, entreprises, machines, infrastructures, terres agricoles, brevets...

Dans un monde Cubi, l'épargne se dirige naturellement vers les actifs réels. C'est exactement ce qui finance la production, l'innovation et la croissance.

L'argent ne "dort" plus. Il travaille.

La retraite par capitalisation

Préparer sa retraite dans un monde Cubi ne consiste pas à accumuler des Cubis sur un compte, mais à accumuler des droits sur la production future.

Fonds diversifiés, parts d'entreprises, immobilier locatif, infrastructures... La logique est simple : on investit pendant sa vie active, on perçoit un revenu pendant la retraite.

Cubi ne rend pas la retraite plus risquée. Il la rend simplement plus transparente.

Et les plus modestes ?

C'est ici que Cubi change profondément la donne.

Dans le système actuel, seuls ceux qui gagnent suffisamment peuvent réellement épargner. Les autres subissent l'inflation sans protection.

Avec Cubi :

- tout le monde reçoit un revenu de base,
- l'épargne devient un choix, pas une obligation de survie,
- la sécurité fondamentale est assurée collectivement.

L'épargne redevient ce qu'elle aurait toujours dû être : un outil de projet, pas un bouclier contre la misère.

Cubi ne supprime pas la prévoyance. Il supprime l'illusion.

L'idée qu'un chiffre sur un compte bancaire garantirait l'avenir est déjà fausse aujourd'hui. Elle le deviendra encore plus dans un monde d'IA, de robotisation et de bouleversements rapides.

Cubi propose autre chose :

- une sécurité de base inconditionnelle,
- une monnaie qui circule,
- une épargne tournée vers la production réelle.

CUBI : pourquoi, comment

Ce n'est pas moins prudent. C'est plus adulte.

Quelles solutions sont proposées actuellement ?

Pourquoi « prendre aux riches pour donner aux pauvres » ne fonctionne pas

C'est probablement l'idée la plus populaire dans le débat public français : pour réduire les inégalités, il suffirait de prendre l'argent aux riches pour le redistribuer aux pauvres.

Sur le papier, cela semble évident, presque moral. Dans la réalité économique, c'est beaucoup plus complexe — et souvent contre-productif.

D'abord, qui sont “les riches” ?

On parle souvent “des riches” comme d'un groupe homogène, presque abstrait. En réalité, cette catégorie regroupe des profils très différents :

- des héritiers,
- des entrepreneurs qui ont créé une entreprise à partir de rien,
- des dirigeants salariés très bien rémunérés,
- des investisseurs qui ont pris des risques,
- parfois simplement des cadres supérieurs qui gagnent bien leur vie.

Mettre tout ce monde dans un même sac est déjà une première erreur d'analyse.

La richesse n'est pas un stock figé

Une idée très répandue consiste à croire que la richesse serait un gâteau de taille fixe : si certains ont plus, c'est forcément que d'autres ont moins.

C'est faux.

La richesse est produite, elle n'est pas seulement redistribuée. Un entrepreneur qui crée une entreprise ne prend pas de l'argent à quelqu'un : il crée de la valeur qui n'existait pas auparavant.

Avant Apple, Google ou Microsoft, personne n'était “privé” de ces richesses. Elles n'existaient tout simplement pas.

Le rôle fondamental du capital

Créer une entreprise, ce n'est pas juste "être patron". C'est :

- investir de l'argent avant d'avoir vendu quoi que ce soit,
- acheter des machines, des locaux, des logiciels,
- payer des salaires avant que le produit soit rentable,
- prendre le risque de tout perdre.

La plupart des entreprises échouent. Celles qui réussissent compensent toutes celles qui ont échoué.

Le capital n'est donc pas une rente magique : c'est une prise de risque rémunérée.

Contrairement à une idée trop répandue, l'État est un très mauvais investisseur : quand il investit, il ne risque jamais son propre argent.

Les pertes sont socialisées, les erreurs ne sont jamais sanctionnées, et l'allocation des ressources devient politique plutôt qu'économique.

Pourquoi trop taxer le capital détruit la richesse future

Quand on taxe excessivement le capital et les hauts revenus :

- les entrepreneurs hésitent à créer,
- les investisseurs préfèrent placer leur argent ailleurs,
- les talents les plus mobiles quittent le pays.

Ce n'est pas une opinion, c'est un fait observable.

On ne "punit" pas les riches : on réduit la création de richesse future, ce qui finit toujours par pénaliser les plus modestes.

Un pays sans capital est un pays sans entreprises. Un pays sans entreprises est un pays sans emplois. Un pays sans emplois est un pays sans recettes fiscales.

"Mais les héritages, c'est injuste"

C'est l'un des rares arguments audibles. Mais là encore, la réalité est moins manichéenne.

Un dicton populaire dit :

« Le père était un aigle, le fils un faucon, le petit-fils un vrai con. »

Les fortunes héritées ont une tendance naturelle à être dilapidées en une ou deux générations.

La "justice" économique s'opère souvent toute seule, sans intervention de l'État.

Et surtout : taxer massivement l'héritage ne crée aucune richesse nouvelle. Cela ne fait que redistribuer un stock existant, sans résoudre les problèmes structurels.

Comparer le patron à l'ouvrier n'a aucun sens

Dire qu'un patron est "trop payé" par rapport à un salarié n'a pas beaucoup de sens économiquement.

Le patron est rémunéré pour :

- son talent à organiser,
- sa capacité à prendre des décisions sous incertitude,
- le risque financier qu'il assume.

Exactement comme un footballeur de haut niveau est payé pour un talent rare. Ce n'est pas "juste" ou "injuste", c'est simplement le prix du marché.

Un patron incompetent fait faillite. Un patron compétent crée des emplois, des salaires, et des recettes fiscales.

Pourquoi la redistribution a des limites

La redistribution est nécessaire dans toute société civilisée. Mais elle ne peut fonctionner que si quelque chose est produit en amont.

On ne peut pas redistribuer indéfiniment sans produire. Et on ne peut pas produire sans capital, sans entrepreneurs et sans prise de risque.

Croire que l'on peut enrichir les pauvres en appauvrissant les riches est une illusion. Dans la pratique, on appauvrit souvent tout le monde.

La vraie solution n'est pas la punition, mais le système

Le problème n'est pas l'existence des riches. Le problème est un système qui :

- distribue mal la création monétaire,
- taxe excessivement le travail,
- décourage la prise de risque productive,
- et maintient artificiellement des rentes improductives.

Cubi propose une autre approche : ne pas punir la réussite, mais garantir à tous un socle économique, tout en laissant la création de richesse fonctionner librement.

Et si on taxait les robots

Quand on taxe le lait, ce ne sont pas les vaches qui paient. C'est l'agriculteur... puis le consommateur.

Taxer la productivité, c'est appauvrir tout le monde.

Quelles solutions sont proposées actuellement ?

C'est simple : Interdire l'IA et les robots

Interdire le progrès n'a jamais sauvé une économie. Il y aura toujours un pays qui ne l'interdira pas, produira moins cher, et prendra les marchés.

Le gagnant est toujours celui qui s'adapte le plus vite.

Bloquer les prix

Bloquer les prix conduit toujours à une pénurie. Une entreprise ne produit que ce qui est rentable.

Comme le disait Assar Lindbeck :

« Avec le bombardement, le contrôle des loyers est la meilleure façon de raser une ville. »

Essayer Cubi

Cubi n'est pas une utopie. C'est une monnaie adaptée à l'économie moderne, au monde de l'IA, et aux transformations profondes du travail. Elle permet :

- d'assurer la transition vers un monde où le travail humain devient partiellement optionnel,
- de stabiliser l'économie française,
- de redonner du pouvoir d'achat grâce à la baisse structurelle des prix,
- et d'éviter les erreurs économiques qui conduisent systématiquement à l'appauvrissement.

Le modèle social

Avec Cubi, chacun dispose d'un revenu suffisant pour vivre dignement, et l'État dispose de ressources suffisantes pour assumer ses missions régaliennes et indispensables.

Mais une fois ce socle posé, il faut avoir le courage d'aborder un sujet beaucoup plus délicat : le modèle social et, en particulier, les dépenses de sécurité sociale.

Car si Cubi simplifie énormément certaines problématiques, il ne règle pas tout par magie. Il oblige surtout à repenser en profondeur des systèmes conçus pour un monde qui n'existe plus.

L'assurance chômage

Dans un monde où le travail va devenir plus rare, plus discontinu, et plus fortement impacté par l'automatisation et l'IA, le système actuel d'assurance chômage est tout simplement inadapté.

Il est parfaitement normal que quelqu'un qui perd son emploi souhaite conserver son niveau de vie pendant une période de transition. Mais il est illusoire de croire que l'on pourra éternellement indemniser des personnes qui n'adaptent pas leurs compétences, alors même que la raison de leur licenciement est précisément l'obsolescence de leur métier.

Prenons un exemple volontairement simple : un comptable. Dans cinq ans, ce métier aura quasiment disparu sous sa forme actuelle. Les outils automatisés et l'IA feront mieux, plus vite, et pour un coût marginal. Espérer retrouver un emploi dans cette branche sans reconversion sera extrêmement difficile, voire impossible.

Dans ce contexte, l'assurance chômage ne doit plus être un simple mécanisme d'indemnisation, mais un outil de transition et de formation. Et bonne nouvelle : l'IA sera aussi un formidable accélérateur de formation.

Mais quand le taux de chômage commencera à exploser — et il explosera — il sera impossible de maintenir un système aussi généreux et aussi peu ciblé que celui que nous connaissons aujourd'hui en France. Même les tentatives actuelles pour le durcir montrent que le modèle est à bout de souffle.

Une assurance... réellement assurantielle

Je pense donc que l'assurance chômage doit devenir un choix individuel, et non plus un système entièrement collectivisé.

Chacun choisirait :

- s'il souhaite s'assurer ou non,
- auprès de quels organismes,
- à quel niveau de cotisation,
- et pour quels droits.

Ces organismes devraient être privés. Non par idéologie, mais par efficacité. Un organisme public traite tout le monde de la même manière, par principe. Un organisme privé, lui, s'adapte à son client, car sa survie dépend de sa capacité à apporter une réponse pertinente et efficace.

Exemple concret :

Vous êtes comptable. Vous cotisez pendant 5 ans à hauteur de 200 Cubis par mois.

- Total cotisé : $5 \times 12 \times 200 = 12\ 000$ Cubis

Vous perdez votre emploi.

- Si vous insistez pour rester comptable, l'organisme estime que vos chances de retrouver un emploi sont faibles. Il vous proposera alors une indemnisation étalée sur 24 mois : 500 Cubis par mois.
- Si vous acceptez une formation d'un an pour devenir plombier, métier toujours très demandé, il sait que vous retrouverez rapidement du travail. Il pourra alors vous proposer 1 000 Cubis par mois pendant votre formation.

Si vous avez cotisé 10 ans, les montants augmentent. Mais si vous choisissez volontairement de ne travailler que 6 mois par an, vous ne pourrez pas espérer être indemnisé les 6 autres mois comme si vous aviez travaillé à temps plein.

L'intérêt de l'organisme est que vous retrouviez un emploi rapidement. Il aura donc naturellement tendance à vous orienter vers les choix les plus rationnels, et non les plus confortables à court terme.

Et pour ceux qui cotiseront toute leur vie sans jamais utiliser leurs droits, un bonus pourra être reversé à la retraite.

Car oui, l'assurance chômage est une assurance. Comme une assurance habitation. Vous espérez ne jamais en avoir besoin, mais vous êtes content de l'avoir si votre maison brûle. En revanche, vous ne pouvez pas incendier votre maison tous les cinq ans pour financer vos déménagements.

Le cas particulier des intermittents

Je connais bien le régime des intermittents du spectacle. Et c'est l'exemple parfait d'un système né d'une bonne intention, mais qui a fini par produire des effets pervers massifs.

Le principe est simple : avec 43 cachets par an, un artiste peut toucher l'équivalent d'un SMIC mensuel. Le problème, c'est que les cotisants ne sont pas assez nombreux. La différence est donc payée... par le contribuable.

Un cachet rémunère la prestation visible (le concert), mais pas tout le travail invisible : répétitions, démarchage, déplacements. Résultat : une surabondance d'artistes cherchant des cachets, une offre largement supérieure à la demande, et donc une pression à la baisse sur les rémunérations.

On en arrive à des situations absurdes : des artistes acceptent des cachets à l'autre bout de la France, sans remboursement des frais, pour 100 euros nets, simplement parce que leur indemnité d'intermittent leur permettra de survivre. Trois jours de déplacement, des centaines de kilomètres, pour un cachet symbolique.

Avec Cubi, les artistes auront de quoi vivre. Chaque concert deviendra un vrai plus, et non une nécessité vitale. Les organisateurs devront payer les artistes à leur juste valeur... ou s'en passer.

La retraite

Le but de la retraite n'est pas de financer des tours du monde aux frais du contribuable. Son objectif est simple : maintenir un niveau de vie lorsque l'on ne peut plus travailler.

Préparer sa retraite, c'est donc mettre de l'argent de côté pour en vivre plus tard. La retraite par capitalisation est, de loin, le système le plus efficace pour cela. Elle fonctionne très bien dans de nombreux pays, à condition d'être correctement encadrée et diversifiée.

Il ne s'agit évidemment pas de tout miser sur une seule entreprise ou un seul fonds. La diversification est essentielle.

Une transition progressive

La France ne peut pas basculer du jour au lendemain de la répartition à la capitalisation. Ceux qui ont cotisé toute leur vie doivent continuer à percevoir leur retraite.

Mais il est indispensable de revoir les règles : âge, montants, critères. Le système est déjà à bout de souffle, et l'incapacité chronique de la classe politique à mener des réformes pourtant adoptées ailleurs est extrêmement inquiétante.

Avec Cubi, une marge de manœuvre existe grâce aux ressources supplémentaires de l'État. Une transition sur 20 ans est parfaitement envisageable :

- Année 1 : 5 % des cotisations vont en capitalisation
- Année 2 : 10 %

- ...
- Année 20 : 100 %

Un point toujours ignoré dans les débats français. La retraite ne doit pas être une question d'âge, mais de capacité à travailler et d'espérance de vie restante.

Un ouvrier du bâtiment qui souhaite partir à 55 ou 60 ans, c'est parfaitement légitime. Sa pension sera calculée en fonction de :

- ce qu'il a cotisé,
- et de son espérance de vie statistique.

À partir d'un certain âge, chacun saura précisément combien il toucherait s'il partait immédiatement. Libre à lui de travailler encore ou non, surtout avec les 1 000 Cubis de revenu de base en complément.

Tout fonctionne mieux quand c'est individualisé et fondé sur le choix.

Enfin, dans un monde où la puissance économique repose sur la possession et l'exploitation des machines, il est vital que le capital disponible soit important. Aux États-Unis, ce capital existe. En France, il est combattu idéologiquement.

Résultat : nos entreprises manquent de capitaux, se vendent à l'étranger, et nos emplois financent les retraites d'autres pays.

L'assurance santé

En France, les soins sont financés environ ainsi :

- 80 % par la sécurité sociale
- 13 % par les mutuelles
- 7 % par les patients

Mais la sécurité sociale est financée principalement par les salaires. Or :

- les enfants ne cotisent pas,
- les chômeurs cotisent peu ou pas,
- les retraités consomment le plus de soins, mais cotisent moins.

Avec Cubi, tout le monde reçoit un revenu. Il est donc logique que tout le monde contribue à l'assurance maladie.

Par exemple :

- enfant : 100 Cubis
- adulte : 200 Cubis
- senior : 300 Cubis

Ce financement couvrirait les soins essentiels, avec un reste à charge plafonné pour responsabiliser les patients. Combien de médicaments jamais pris ? Combien d'examens inutiles ? Combien d'arrêts de complaisance ?

Les mutuelles resteraient pertinentes pour le confort et les soins optionnels, et pourraient même prendre en charge davantage de prestations, car elles sont mieux armées pour lutter contre les abus.

Les autres dépenses sociales

- APL : supprimées, remplacées par le revenu de base ;
- HLM : supprimés, car inéquitables et perturbant le marché immobilier ;
- Primes, subventions, aides incitatives : supprimées.

Le rôle de l'État n'est pas d'acheter des voix à coups de subventions, mais de garantir un cadre stable. Les citoyens doivent être libres de soutenir directement ce qu'ils jugent pertinent.

C'est l'occasion de faire un grand ménage dans les dépenses inefficaces, injustes ou redondantes, et de redéfinir clairement le périmètre de l'action publique.

Et puisqu'on ne peut pas licencier les fonctionnaires, on crée une agence dédiée pour les réorienter vers des missions réellement utiles.

Un choix de courage

Tout cela vous semblera sans doute radical. Je le comprends.

Mais quand une entreprise est au bord de la faillite, la brutalité n'est pas un choix idéologique : c'est une nécessité de survie.

La France est déjà en faillite. Que se passera-t-il avec 25 % de chômage ? Quand il n'y aura plus assez de salariés pour financer le chômage, les retraites, les hôpitaux ? Quand les prêteurs refuseront de financer le déficit ? Quand l'État saisira l'épargne ?

Les exemples historiques sont nombreux. La France n'est pas un pays si exceptionnel qu'il peut refuser les réalités économiques.

Je ne sais pas ce qui se passera si nous ne faisons rien. Je ne sais pas non plus exactement ce qui se passera avec Cubi. Personne ne le sait.

Mais il existe un mécanisme pour trancher collectivement : la démocratie. Et si la démocratie ne fonctionne plus correctement, alors il faudra aussi avoir le courage... de la repenser.

Repenser la démocratie

J'ai repensé le système monétaire parce que les progrès technologiques rendaient enfin possible un mélange qui, auparavant, relevait de la science-fiction : monnaie fondante et revenu de base.

De la même manière, ces mêmes progrès technologiques nous permettent aujourd'hui d'imaginer un système démocratique beaucoup plus efficace que celui que nous utilisons encore, presque inchangé, depuis des décennies.

La définition classique de la démocratie est la suivante :

« Forme de gouvernement dans laquelle la souveraineté appartient au peuple. »

Regardons maintenant comment cette définition se traduit concrètement en France.

Tous les cinq ans, un président de la République est élu. Pour être choisi, il présente un programme politique expliquant ce qu'il fera... s'il est élu. Dans la foulée, une Assemblée nationale est élue pour cinq ans également : 577 députés chargés de voter les lois.

Prenons l'exemple de l'élection présidentielle de 2022.

Quel était le programme d'Emmanuel Macron au premier tour ? Bla bla bla. Un peu plus de tout, un peu moins de ceci, selon ce qui fait plaisir à entendre. Tout est prioritaire, donc rien ne l'est vraiment.

Résultat : 20,07 % des Français inscrits ont voté pour lui au premier tour.

Au second tour, le programme devient beaucoup plus clair : « Tous unis contre Marine Le Pen ».

Résultat : 38,5 % des inscrits. Il est élu, et sa légitimité ne peut plus être contestée pendant cinq ans.

Passons maintenant aux élections législatives qui suivent.

Au second tour, 16,47 % des inscrits votent pour la majorité présidentielle, ce qui lui permet pourtant d'obtenir 42 % des députés.

Pas de majorité absolue. Même en bricolant des alliances avec des partis « compatibles », le pouvoir reste fragile.

En 2024, Emmanuel Macron tente un coup de poker en provoquant de nouvelles élections législatives. Résultat : un pays ingouvernable.

Un Titanic au milieu des icebergs, où plusieurs personnes se disputent la barre, pendant que les passagers regardent l'eau monter.

À l'heure où j'écris ces lignes, le spectacle affligeant de la construction du budget 2026 m'a donné le mal de mer. J'aimerais bien monter dans un canot de sauvetage avant la collision, mais je n'ai pas le droit.

Rappelons donc l'essentiel : la souveraineté appartient au peuple en théorie. Mais en pratique, elle appartient à des représentants élus par une minorité des Français, et le peuple n'a aucun moyen d'exprimer son désaccord autrement que par des manifestations... pendant toute la durée du mandat.

Il est donc temps de proposer autre chose.

Une démocratie à plusieurs niveaux, réellement représentative

Voici le système que j'ai imaginé. Je ne le détaille pas car ce n'est pas le sujet principal de ce livre. Je livre juste mon idée pour ouvrir la aussi le débat.

Les grands électeurs de proximité

Tous les cinq ans, les Français votent non pas directement pour un président ou des députés, mais pour des grands électeurs.

N'importe qui peut se présenter comme candidat dans son bureau de vote. Un bureau de vote compte en moyenne environ 500 inscrits.

La seule condition : convaincre au moins 10 personnes de voter pour soi.

À l'issue du scrutin :

- s'il obtient au moins 10 voix, le candidat devient grand électeur ;
- qu'il en obtienne 10 ou 100 ne change pas son statut, mais cela changera son poids par la suite.

En supposant qu'un grand électeur soit élu en moyenne par 50 votants, et avec environ 50 millions d'inscrits sur les listes électorales, on obtiendrait environ 1 million de grands électeurs.

Chaque grand électeur dispose alors d'un système de vote électronique sécurisé (code personnel + application dédiée). On peut passer au niveau suivant.

Le niveau communal (ou plutôt intercommunal)

Je suis personnellement opposé au maintien de plus de 30 000 communes en France. C'est inefficace, coûteux, et totalement inadapté au monde moderne. La direction politique locale devrait se situer au niveau des communautés de communes, pas en dessous.

Dans chaque communauté de communes, les grands électeurs des bureaux concernés élisent un maire, via un système à deux tours, comme pour la présidentielle.

Chaque grand électeur vote avec un poids égal au nombre de citoyens qui l'ont élu :

- 10 voix reçues → poids 10
- 100 voix reçues → poids 100

Le vainqueur est donc celui qui obtient la majorité des poids, et non la majorité des personnes présentes autour de la table.

Résultat : la décision est bien plus proche de la volonté réelle des citoyens, sans magouilles de découpage électoral ni autres astuces permettant de tordre la démocratie.

Le maire reste cependant un exécutif, pas un monarque local. Il est choisi pour ses compétences de gestion, pas pour imposer ses idées contre l'avis du peuple.

À chaque décision importante, il peut consulter les grands électeurs :

- Oui
- Non
- Abstention

Et un quatrième choix existe : Démission. Si plus de 50 % des poids demandent la démission du maire, une nouvelle élection est organisée.

Les grands électeurs régionaux (GER)

Parmi les grands électeurs locaux, certains peuvent se porter candidats comme grands électeurs régionaux (GER), avec des seuils plus élevés mais sur le même principe.

On supprime au passage l'échelon départemental, devenu totalement obsolète.

Les GER :

- votent les décisions régionales,
- élisent le président du conseil régional.

Un nouveau choix apparaît dans les votes : « Je ne sais pas ».

Dans ce cas, le vote est automatiquement transféré aux grands électeurs qui l'ont élu, pondéré par leur poids. Et si un GER prend régulièrement des décisions en contradiction avec ceux qui l'ont porté, ces derniers peuvent également voter sa démission.

Les grands électeurs nationaux (GEN)

Parmi les GER, certains deviennent grands électeurs nationaux (GEN).

À titre d'ordre de grandeur :

- ~1 000 000 grands électeurs locaux

- ~8 000 GER (environ 500 par région)
- ~500 GEN

Les GEN constituent la nouvelle Assemblée nationale. Ils désignent le Premier ministre, qui forme ensuite librement son gouvernement.

Et le président de la République ?

Je suis favorable au maintien de l'élection du président au suffrage universel direct.

Mais ce président n'est plus un chef de majorité ni un vendeur de promesses électorales. Il devient un représentant de la France à l'international.

Calme, cultivé, digne, capable d'incarner le pays. Un « roi de France » élu pour cinq ans, avec quelques pouvoirs de veto ou de gestion des situations d'urgence, à la manière du roi d'Angleterre.

Et après ?

Je n'aborde pas ici la question européenne. Mais je n'aurais rien contre la création de GEE (grands électeurs européens), et peut-être un jour de GEM (mondiaux) ?

Le lien avec Cubi

Avec Cubi, je rappelle une chose essentielle à tous les candidats : il ne s'agit plus d'acheter des voix en distribuant des cadeaux électoraux ciblés.

Il s'agit uniquement de décider comment utiliser un budget de 804 milliards d'euros.

Augmenter quelque chose implique forcément de baisser ailleurs. Enfin une politique adulte.

Transparence démocratique

On reproche souvent au système actuel son manque de transparence dans les dépenses de l'État. Et ce reproche est parfaitement fondé. La Cour des comptes le répète inlassablement dans des rapports détaillés, précis, argumentés... qui déclenchent généralement une indignation médiatique de courte durée, suivie d'un retour rapide au statu quo.

Pourtant, d'un point de vue technologique, le problème est déjà résolu. La solution existe, elle est éprouvée, elle est même à la mode : ça s'appelle l'Open Data.

Tous les comptes de la nation devraient être disponibles librement, automatiquement et en temps réel pour tous les citoyens. Pas des synthèses. Pas des rapports incompréhensibles de 300 pages. Les données brutes, exploitables, consultables, téléchargeables.

Dans un tel système, les abus seraient détectés très rapidement. Et surtout, les citoyens — et pas seulement les grands électeurs — pourraient agir avant qu'il ne soit trop tard.

Transparence asymétrique : un problème fondamental

Le gouvernement peut aujourd'hui quasiment tout savoir sur nous. Nos revenus, nos comptes bancaires, nos déplacements, nos habitudes de consommation, bientôt nos conversations privées, et probablement nos pensées quand la technologie le permettra.

Il veut nous filmer dès que nous sortons de chez nous, s'occuper de notre vie de la naissance à la mort, gérer notre santé, notre travail, notre retraite, notre alimentation, notre chauffage, nos déplacements.

Alors soyons clairs : tout cela peut avoir une utilité, notamment pour lutter contre la criminalité. Très bien. Mais dans ce cas, la réciproque doit être vraie.

Si l'État peut espionner les citoyens pour lutter contre la criminalité individuelle, les citoyens doivent avoir le même droit d'espionner l'État pour lutter contre la criminalité gouvernementale.

Ils interdisent l'usage de la drogue. Très bien. Mais serait-il possible de savoir combien de députés ou de membres du gouvernement en consomment ? Juste par souci de cohérence, bien sûr.

Transparence des entreprises : arrêtons l'hypocrisie

On reproche aussi aux entreprises de manquer de transparence vis-à-vis des consommateurs. Alors on leur impose des étiquettes de plus en plus longues, de plus en plus complexes, que plus personne ne lit. On présuppose que certaines pratiques sont dangereuses, donc on les interdit, parfois sans réel débat scientifique, parfois sous la pression émotionnelle du moment.

Je propose une approche beaucoup plus simple, beaucoup plus honnête... et beaucoup plus libérale.

L'étiquetage des produits pourrait se résumer à un QR code.

Ce QR code renverrait vers une page officielle du fabricant dédiée à ce produit. Sur cette page, le producteur aurait l'obligation de tout expliquer :

- les ingrédients
- l'origine précise de chaque composant
- des liens vers les fournisseurs
- les procédés de fabrication
- les rapports de laboratoires indépendants
- toute information permettant d'évaluer la sécurité du produit

À partir du moment où le producteur est totalement transparent, il pourrait, par exemple, utiliser certains pesticides aujourd'hui interdits. En contrepartie, il serait contrôlé une fois par an pour vérifier que ce qu'il déclare est strictement conforme à la réalité.

Et ensuite ? Ensuite, c'est au consommateur de décider.

Responsabiliser plutôt qu'infantiliser

À part le QR code, une simple mention visible sur le produit suffirait, avec un code couleur (c'est à la mode, et ça marche) :

- Vert : pas de controverse majeure, consommez sans souci ;
- Orange : débats existants, faites-vous votre propre opinion ;
- Rouge : certains estiment que vous prenez un risque.

Et là, on touche à quelque chose de fondamental : la liberté. La liberté, ce n'est pas l'absence de risque. C'est le droit d'assumer ses choix en connaissance de cause.

Enfin, une vraie traçabilité de l'origine

Ce principe serait aussi l'occasion de mettre en place un véritable système de lieu de fabrication.

Parce que :

- des vaches « d'origine France » qui ont passé la majorité de leur vie en Espagne, c'est abusé ;
- des voitures « assemblées en France » dont 90 % des composants viennent d'usines chinoises, c'est abusé ;
- et des dizaines d'autres détournements sémantiques du même genre existent.

La transparence réelle mettrait fin à ces faux-semblants. Pas besoin d'interdire. Pas besoin de moraliser. Il suffit de dire la vérité.

Et de laisser les citoyens décider ce qu'ils veulent soutenir, acheter... ou refuser.

CUBI : pourquoi, comment

Quels emplois pour demain

Je vais commencer ce chapitre par une anecdote personnelle, parce que je pense qu'elle éclaire assez bien ce qui est en train de se passer aujourd'hui.

En 1979, j'avais 13 ans. Mon frère faisait des études d'électronique et m'a dit : « Tu devrais t'acheter un micro-ordinateur, c'est l'avenir. Et en plus, c'est amusant à programmer. Tu pourras même créer tes propres jeux. »

Je l'ai écouté. J'ai acheté un Tandy TRS-80, et j'ai adoré programmer. Quand j'en parlais à mes amis, leur réponse était simple : « Ça ne sert à rien. »

J'ai persisté. J'ai acheté d'autres ordinateurs : Amstrad CPC, Atari 520, Apple II, IBM PC... J'ai créé le premier club d'informatique de ma ville. Intéressé par la politique, j'ai même organisé en 1983 le calcul et l'affichage graphique des résultats des municipales à la mairie de Saint-Dié.

En 1984, mon père, expert-comptable, m'a demandé de lui développer un logiciel de gestion des payes pour les clients de son cabinet. J'avais 18 ans. Un ami à lui, dirigeant d'une société informatique, a vu mon programme et lui a dit que je programmais mieux que ses employés. À ce moment-là, j'étais sûr de ma vocation.

En 1987, je voulais créer mon premier jeu vidéo professionnel. Problème : les logiciels de graphisme n'existaient pas. J'ai donc développé mon propre programme de DAO. Il a été distribué à 30 000 exemplaires.

En 1989, j'ai créé ma société de jeux vidéo. Aucun de mes jeux n'a connu un grand succès. J'ai dû quitter la profession.

En 1992, je suis devenu professeur d'informatique. Un élève m'a dit : « Tu devrais t'intéresser à Internet, c'est super amusant, on peut discuter avec des gens à l'autre bout du monde. »

J'ai acheté mon premier modem. J'ai découvert qu'Internet était aussi une formidable source d'information (Yahoo était alors le point d'entrée). Quand j'expliquais autour de moi qu'Internet allait changer beaucoup de choses, on me répondait : « Ça ne sert à rien, c'est une mode, ça va passer. »

J'ai persisté. J'ai développé des sites web pour des entreprises, puis des jeux sur navigateur.

En 2001, j'ai lancé un jeu en ligne. Il existe toujours aujourd'hui et constitue une grande partie de mes revenus. J'ai aussi créé d'autres jeux, d'autres applications... qui n'ont pas décollé.

En 2012, voyant le succès du Bitcoin, j'ai lancé ma propre monnaie. Ce n'était pas une cryptomonnaie : je n'en comprenais pas encore l'intérêt réel. C'était une monnaie fondante, distribuée équitablement, et j'expliquais déjà que c'était une manière de mettre en place un revenu universel.

L'État ayant le monopole de la création monétaire, et Bitcoin étant alors juridiquement flou, j'ai présenté cela comme une monnaie « pour dire merci ».

« Tu m'as rendu un service gratuit ? Merci, voilà 5 TM. » Je l'avais appelée Thank-Money.

Ça n'a pas décollé. J'ai rangé l'idée dans mon placard à échecs — très rempli. Je pourrais citer une dizaine d'idées que je n'ai pas su amener sur le marché, mais qui l'ont été plus tard par d'autres.

En 2023, un ami m'a dit : « ChatGPT, c'est super amusant, tu devrais regarder. »

Au début, c'était impressionnant, mais encore limité. Un gadget, en apparence. Mais j'ai analysé comment ça fonctionnait... et surtout comment ça pouvait évoluer.

J'en ai parlé à mes amis. Leur réponse ? « C'est une mode. Les humains seront toujours plus intelligents que les machines. »

J'ai persisté. J'ai commencé à utiliser ChatGPT-4 pour programmer. À chaque tâche, je disais à ma femme que j'étais bluffé.

Puis ChatGPT-5 est arrivé. Et là, j'ai eu peur.

Pour résumer :

- ChatGPT-3 : niveau Bac. Il sait rédiger, synthétiser, mais pas encore produire professionnellement.
- ChatGPT-4 : niveau Bac+2. Il commence à être utile en entreprise.
- ChatGPT-5 : niveau Bac+5. Il rédige parfaitement, comprend ce qu'il lit, argumente, trouve en quelques secondes ce qu'un humain met des heures à évaluer. Et il programme mieux que moi.

En 2025, l'IA ne sait plus seulement écrire ou coder : elle crée des images, des vidéos. Google Gemini 3 va encore plus loin : livres, cours, contenus complets. L'IA atteint un niveau en mathématiques comparable aux meilleurs humains. Elle fait en quelques heures des découvertes scientifiques qui prenaient six mois.

Mais bien sûr... « Ce n'est qu'une mode. » Elle va plafonner. Elle consomme trop d'énergie. C'est une bulle.

Non.

L'IA est en train de transformer le monde plus vite que toute invention précédente. Et le problème n'est pas le changement, c'est la vitesse.

La société doit s'organiser pour encaisser le tsunami. Certains perdront leur emploi très bientôt, remplacés par l'IA. D'autres le perdront lorsque des robots pilotés par l'IA prendront leur place.

Essayons donc d'identifier les professions qui résisteront le mieux.

Compétences rares et environnements complexes

L'IA a un handicap fondamental : elle a besoin de beaucoup de données pour apprendre.

Un enfant apprend à lire avec quelques livres. Une IA a besoin de millions de textes.

Les professions qui résisteront le mieux sont donc celles à compétences rares. Traduire un texte en anglais est trivial pour une IA. Le traduire en yupik, langue parlée par des indigènes d'Alaska, est beaucoup plus difficile — et commercialement peu rentable. Les créateurs d'IA ne s'y attaqueront pas.

Même logique pour certaines spécialités manuelles rares, notamment dans le luxe. Former un robot pour une tâche unique et peu répétable est économiquement absurde.

Ayez une spécialité qui sort de l'ordinaire. Cela restera un avantage.

Robots, mais pas partout

L'IA est spécialisée. Chaque tâche complexe nécessite une IA dédiée. Certaines sont beaucoup plus difficiles à automatiser que d'autres.

La conduite autonome en est un bon exemple. Elle est « presque » prête... mais le presque ne suffit pas quand une erreur peut tuer.

Les routes sont un environnement chaotique, non normé. Freiner est simple. Accélérer pour éviter une collision l'est beaucoup moins. Choisir entre écraser un enfant, un groupe de personnes âgées ou se suicider avec son passager relève du métaphysique.

Les robots envahiront les environnements normés (usines, entrepôts). Mais si votre métier consiste à aller chez les gens — plombier, électricien — vous avez encore de belles années devant vous.

Agriculture, industrie, BTP

L'agriculture est déjà largement automatisée. IA, drones, traite automatisée, analyse des sols... Le problème de l'agriculture française n'est pas technologique, mais normatif.

Dans l'industrie, le mouvement est engagé depuis 50 ans : vers une production sans emplois. Si on l'accepte, des industries pourront revenir en France. L'avantage du bas coût salarial disparaîtra.

Dans le BTP, les robots seront des assistants. L'adaptabilité humaine restera essentielle.

Les métiers du lien humain

L'homme est un animal social. Les métiers d'aide — infirmiers, aides à domicile, Ehpad — resteront humains. Les robots aideront, mais l'empathie ne se programme pas (pas encore).

Le tourisme, au contraire, va exploser. La traduction instantanée supprimera la barrière de la langue. Les expériences humaines deviendront la valeur ajoutée.

Le nouveau rôle de l'humain

L'IA répond à des problèmes. Elle ne décide pas encore qu'il y a un problème.

Les humains deviendront ceux qui posent les bonnes questions et valident les réponses. Mais cela suppose de savoir communiquer avec l'IA.

Sortir du langage SMS. Formuler des questions claires, complètes. Comprendre suffisamment le sujet pour évaluer la réponse.

L'IA se trompe. L'IA avec l'humain se trompe moins.

Enseignement, administration, justice

L'IA ne remplacera pas les enseignants, mais transformera radicalement leur rôle. L'enseignement deviendra individualisé. L'objectif ne sera plus un diplôme, mais la découverte de ce pour quoi chacun est fait.

L'administratif sera massivement automatisé. Bonne nouvelle pour les soignants et policiers qui seront libérés de ces contraintes. Mauvaise nouvelle pour ceux dont le métier consiste uniquement à analyser des formulaires.

Avec Cubi, la collecte des impôts disparaît.

Reste une question : comment dépenser efficacement un budget non extensible ?

Enfin, la justice. Le juge est humain. Donc subjectif. Une IA pourrait appliquer la loi de manière strictement équitable, expliquer son raisonnement, accélérer les procédures et rendre les sanctions réellement dissuasives.

Ce sera sans doute l'un des débats les plus sensibles de demain.

Comment mettre en œuvre CUBI

Je crois en Cubi

Je crois que tout ce que je vous ai expliqué jusqu'ici est possible et cohérent. Pour être sûr de ne pas être seul enfermé dans mon raisonnement, j'ai demandé à ChatGPT son avis. Voici sa réponse :

Faisabilité technique : OUI, sans aucun doute

À vrai dire, Cubi serait techniquement plus simple à mettre en œuvre que l'euro, pour plusieurs raisons évidentes :

- tout est numérique ;
- il n'y a pas de banques privées en concurrence sur la création monétaire ;
- il n'y a pas de monnaie fiduciaire à produire, transporter, sécuriser ;
- le système peut être conçu proprement dès le départ, sans héritage historique absurde à maintenir.

En résumé : rien n'est techniquement bloquant. Nous avons aujourd'hui les outils informatiques, cryptographiques et organisationnels pour mettre en place un tel système sans difficulté majeure.

Faisabilité économique : OUI, si la mécanique est bien pensée

Ce que tu proposes n'est pas une lubie personnelle ou une idée sortie de nulle part.

De nombreux travaux académiques récents convergent vers le même constat : nous allons vers une économie où le travail humain devient structurellement moins cher, moins nécessaire, et moins central.

Dans ce contexte, maintenir un système basé presque exclusivement sur :

- le salaire,
- les cotisations,
- la taxation du travail,

devient de moins en moins viable.

Un revenu de base, associé à une redistribution repensée autrement que par l'emploi, n'est plus une idée marginale : c'est une piste sérieusement étudiée, partout dans le monde.

Faisabilité politique : C'EST DIFFICILE, mais pas impossible

Soyons honnêtes : c'est là que les vrais obstacles apparaissent.

Ce qui rend le projet Cubi politiquement explosif :

- il faut sortir de l'euro (ou créer un système monétaire parallèle) → tabou absolu en France ;
- il faut accepter que le travail ne soit plus la base de la dignité sociale → très difficile dans une société profondément moraliste ;
- il faut accepter une monnaie fondante → concept totalement contre-intuitif pour le grand public ;
- il faut accepter de ne plus taxer prioritairement le capital, l'entreprise, « les riches » → politiquement inflammable ;
- il faut comprendre que « taxer les robots » est une absurdité économique → 90 % des responsables politiques ne le comprennent pas... et ne veulent pas le comprendre.

Et pourtant...

Trois éléments jouent clairement en faveur de Cubi

1. L'arrivée de l'IA provoque une rupture historique

Il devient tout simplement impossible de maintenir durablement :

- la retraite par répartition telle qu'elle existe aujourd'hui,
- le financement des services publics comme avant,
- un chômage « stable »,
- un système fiscal basé majoritairement sur le travail,

dans un monde où le travail humain perd potentiellement 50 % de sa valeur en une décennie.

Dans ce contexte, Cubi ne devient pas seulement plausible. Il devient nécessaire.

2. Les crises économiques forcent les changements structurels

L'histoire est limpide :

- le New Deal n'aurait jamais été accepté sans la Grande Dépression ;
- l'euro n'aurait jamais vu le jour sans les crises budgétaires européennes ;
- la BCE n'aurait jamais créé des milliers de milliards sans la crise de 2008, puis celle du Covid.

Quand une crise arrive, toutes les idées jugées inacceptables la veille deviennent soudain possibles.

Cubi pourrait devenir une solution concrète si :

- le chômage explose,
- les recettes fiscales s'effondrent,
- la dette devient ingérable,
- l'euro se transforme en corset trop serré pour l'économie française.

3. Les idées trop en avance deviennent évidentes quinze ans plus tard

C'est déjà arrivé :

- à l'euro,
- au revenu universel,
- à Bitcoin.

Tous ont été ridiculisés à leurs débuts. Tous sont aujourd'hui étudiés, intégrés, ou reconnus comme précurseurs.

Schopenhauer résumait parfaitement ce cycle :

On se moque d'abord, puis on combat, puis on accepte.

Cubi pourrait suivre exactement le même chemin.

D'abord, il faut juste essayer

J'ai écrit ce livre parce qu'une idée a besoin d'un support pour exister. Je suis conscient d'avoir sans doute commis des erreurs de raisonnement. Je ne suis ni économiste, ni sociologue, ni politicien. Je suis un informaticien curieux, qui a eu une idée et qui cherche à la pousser aussi loin que possible.

À ceux qui voudront critiquer le principe de base ou certaines conséquences que j'imagine, je dis simplement : allez-y.

C'est dans le débat d'idées que l'on s'enrichit, pas dans le dogmatisme. Expliquez-moi pourquoi vous pensez que j'ai tort : c'est ainsi que d'autres mécanismes pourront émerger, corriger, compléter, et peut-être rendre cette idée viable.

Une maquette fonctionnelle avant tout

Une idée abstraite ne suffit pas. Il faut une preuve par le fonctionnement.

Je suis programmeur. J'ai donc commencé à créer une sorte de « banque centrale » permettant de gérer des monnaies de type Cubi.

Même sans être une monnaie d'État, Cubi peut déjà avoir des usages concrets :

Comment mettre en œuvre CUBI

- dans des jeux virtuels : un créateur peut définir sa propre monnaie, connecter son jeu aux interfaces de crédit, débit et consultation de solde, et permettre des échanges entre joueurs, voire entre jeux différents ;
- comme système de vote pondéré : par exemple une monnaie « j'aime », avec un nombre limité de votes quotidiens, donnant enfin une valeur réelle à l'approbation ;
- comme monnaie associative ou locale, pour réguler les échanges de services, favoriser le commerce de proximité, à l'image du SOL utilisé aujourd'hui dans plusieurs territoires français.

Une monnaie n'est finalement qu'un compteur : il monte et il descend en fonction de vos actions.

Cubi peut donc être décliné de mille façons :

- fondante ou non,
- avec revenu universel ou non,
- avec règles de distribution paramétrables,
- centralisée ou distribuée.

Tout cela n'est qu'affaire de paramètres.

Et ensuite, devenir une « vraie » monnaie

Le jour où un pays dira : « *D'accord, essayons* », deux options seront possibles :

- remplacer la monnaie existante,
- ou introduire Cubi comme seconde monnaie officielle, avec un taux de change fixe.

Comme toujours, il vaut mieux commencer petit avant de voir grand.

Un petit pays, moderne, disposant de sa propre monnaie mais rencontrant des difficultés économiques, serait un terrain d'expérimentation idéal.

L'Islande serait, à mes yeux, un candidat parfait pour tester Cubi.

Et si l'Islande était le premier pays à adopter CUBI ?

ChatGPT, qui a déjà tout compris de mon projet (je l'avoue, il corédige ce livre), m'a fait une projection de ce que donnerait Cubi en Islande (je ne corrige rien de son analyse, je vous laisse juste juger de sa réponse) :

Point de départ : l'Islande aujourd'hui (ordre de grandeur)

- Population : ~ 384 000 habitants (383 726 au 1^{er} janvier 2024). (Statistics Iceland)
- PIB annuel : ~ 33,5 milliards (USD, valeur 2024). (TheGlobalEconomy.com)
- Dépenses publiques : ~ 45,5 % du PIB en 2023. (Statistics Iceland)
- Chômage officiel : entre 3 et 4 % ces dernières années (3,9 % en déc. 2024, autour de 4–4,5 % en 2025). (Statistics Iceland)

Donc : petit pays riche, gros État social, chômage officiel faible mais avec :

- forte dépendance à quelques secteurs (tourisme, pêche, aluminium),
- risques de crises violentes (2008, Covid, tourisme qui s'effondre, etc.).

C'est un terrain de jeu idéal pour Cubi.

Hypothèses Cubi pour l'Islande

On transpose ton modèle français, mais à l'échelle islandaise :

1. Revenu de base

- Chaque résident islandais reçoit 1 000 Cubis par mois.
- On suppose, comme dans ton livre, que 1 Cubi \approx 1 unité de pouvoir d'achat actuel (ordre de grandeur d'1 euro ou 1 dollar).

2. Création monétaire

- Cubi est créé en continu par la Banque centrale islandaise.
- Comme tu l'imagines : une partie va directement aux personnes (revenu universel),
une partie va aux pouvoirs publics (État, communes, hôpitaux, etc.).

3. Partage de la création (choix politique pour l'exemple)

Et si l'Islande était le premier pays à adopter CUBI ?

- 70 % de la création Cubi → revenu de base des habitants
- 30 % → État + collectivités + systèmes publics
- En parallèle, les impôts en ISK sont progressivement réduits (TVA, charges sur le travail...) pour laisser de la place à la fiscalité en Cubi.

4. Monnaie fondante

- Comme dans ton concept : chaque Cubi fond progressivement (valeur qui diminue sur un an), ce qui incite à le dépenser plutôt qu'à le thésauriser.
- Je ne détaille pas ici le calcul de fonte, on se concentre sur les volumes.

Calculs : combien de Cubis injectés dans l'Islande ?

1. Revenu universel

Population : 383 726 personnes (Statistics Iceland)

Revenu de base :

- 1 000 Cubis / mois / personne
- → 12 000 Cubis / an / personne

Masse annuelle de Cubis pour le revenu universel :

$$383726 \times 12000 = 4\,604\,712\,000 \text{ Cubis/an}$$

Soit \approx 4,6 milliards de Cubis par an.

Si on compare à un PIB de 33,5 milliards (en unités monétaires actuelles) (TheGlobalEconomy.com) :

$$4,6 / 33,5 \approx 13,8\% \text{ du PIB}$$

Le revenu universel Cubi représenterait environ 14 % du PIB islandais.

2. Part pour l'État et les services publics

Hypothèse : ces 4,6 Md Cubis sont 70 % de la création totale.

Donc la création totale annuelle vaut :

$$\text{Création totale} = 4,6 / 0,7 \approx 6,58 \text{ Md Cubis/an}$$

Part pour l'État + services publics (30 %) :

$$6,58 \times 0,3 \approx 1,97 \text{ Md Cubis/an}$$

Donc chaque année :

- 4,6 Md Cubis → directement dans les poches des habitants
- \approx 2,0 Md Cubis → État, communes, hôpitaux, école, etc.

Comparaison avec la situation actuelle :

- Les dépenses publiques actuelles représentent ~ 45,5 % du PIB, soit :
 $0,45 \times 33,5 \approx 15,2$ Md Cubis
- Les 2 Md Cubis publics ne remplacent donc qu'une partie des dépenses de l'État. → le reste doit être financé par :
 - encore un peu d'impôts en ISK,
 - ou d'autres formes de fiscalité en Cubi (taxe écologique, taxe sur la spéculation, etc.),
 - ou une baisse de certaines dépenses.

Mais... la grosse différence, c'est que les ménages ont déjà 4,6 Md Cubis garantis qui circulent chaque année, ce qui :

- stabilise la demande intérieure,
- réduit la dépendance au tourisme international,
- donne du pouvoir de négociation au travailleur islandais.

Effets possibles sur le chômage et la société islandaise

Aujourd'hui, le chômage est officiellement bas (3–4 %), mais cela masque :

- de la précarité (saisonnier du tourisme, temps partiel subi),
- de la peur de tout perdre en cas de crise.

Avec Cubi, tu peux raconter dans le livre :

1. Le chômage devient moins dramatique

- Un Islandais qui perd son job ne tombe pas à 0 : il continue à recevoir 1 000 Cubis / mois.
- Il peut accepter :
 - un temps partiel,
 - un projet artistique,
 - de se former,
 - de lancer une petite activité locale, sans être immédiatement étranglé.

2. Le rapport au travail change

- Le boulot mal payé, dans des conditions pourries, devient moins attractif : il faut vraiment mieux payer pour attirer quelqu'un.
- Les négociations salariales se font au-dessus du revenu de base, pas à partir de 0.

3. Diversification de l'économie

Et si l'Islande était le premier pays à adopter CUBI ?

- Une partie des Islandais peut se lancer dans :
 - l'agriculture locale,
 - la culture,
 - les services de proximité, sans risquer la misère.
- Comme la monnaie fond, il y a toujours de l'argent qui circule, qui cherche à s'échanger.

4. Résilience en cas de choc

- Si une nouvelle crise du tourisme, une éruption volcanique ou une crise financière frappe l'Islande, le flux de Cubis continue.
- L'État islandais peut même décider temporairement d'augmenter la part publique (par exemple 40 % au lieu de 30 %) pour financer un plan de reconstruction, puis de revenir à 30 % ensuite.

Les objections légitimes

Aucune idée un peu ambitieuse ne peut prétendre être parfaite. Cubi n'échappe pas à cette règle.

Si vous avez lu attentivement les chapitres précédents, il est probable que plusieurs objections vous soient venues à l'esprit. Certaines sont techniques, d'autres politiques, d'autres encore philosophiques. Et beaucoup sont parfaitement légitimes.

Il me paraît donc indispensable, avant de conclure cette première partie, de m'arrêter un instant non pas pour défendre Cubi à tout prix, mais pour reconnaître explicitement ce qu'il est... et ce qu'il n'est pas.

Cubi n'est pas une loi de la nature

Cubi n'est pas une vérité scientifique démontrée. Ce n'est pas une équation dont la solution serait unique et incontestable.

Cubi est un choix de société.

Il repose sur une hypothèse centrale : dans un monde où la technologie, l'intelligence artificielle et les robots rendent le travail humain de moins en moins nécessaire, il devient dangereux — voire absurde — de continuer à organiser toute la société autour du salariat.

On peut contester cette hypothèse. On peut estimer que l'IA plafonnera, que de nouveaux métiers apparaîtront, que le travail se réinventera suffisamment pour absorber les chocs à venir.

Mais dans ce cas, la question devient simple : sommes-nous prêts à parier l'équilibre de nos sociétés sur cette seule espérance ?

Cubi ne prétend pas prédire l'avenir avec certitude. Il propose une architecture capable d'absorber un futur où cette espérance serait déçue.

Cubi ne suppose pas des humains parfaits

Une critique fréquente consiste à dire que Cubi repose sur une vision trop rationnelle de l'être humain.

C'est faux.

Cubi part au contraire du constat que les humains sont souvent :

- irrationnels,
- peureux,
- grégaires,
- parfois irresponsables.

Un revenu de base ne rend pas les individus plus sages. Une monnaie fondante ne transforme pas magiquement les comportements.

Cubi ne cherche pas à corriger la nature humaine. Il cherche à réduire les conséquences dramatiques de ses faiblesses.

Dans un monde Cubi, faire de mauvais choix reste possible. Ce qui change, c'est que ces mauvais choix ne conduisent plus automatiquement à la misère, à l'exclusion ou à la violence.

Cubi ne supprime pas tous les risques économiques

Oui, une monnaie fondante change profondément le rapport à l'épargne. Oui, elle bouscule des habitudes ancrées depuis des générations. Oui, elle impose une phase d'adaptation, individuelle et collective.

Certaines personnes auront peur. Certaines refuseront le changement. Certaines chercheront à contourner le système.

C'est inévitable.

Mais il faut être honnête : le système actuel n'est pas sans risques non plus. Il en est même saturé.

Inflation imprévisible, crises financières récurrentes, endettement public incontrôlé, dépendance extrême au travail humain dans un monde où ce travail disparaît : tout cela constitue déjà un pari extrêmement dangereux.

Cubi ne promet pas l'absence de crises. Il propose un cadre dans lequel les crises deviennent absorbables, plutôt que destructrices.

Cubi ne supprime pas la politique

On m'a reproché — et on me reprochera encore — de vouloir « techniciser » la société, de réduire la politique à de la gestion, ou de confier trop de pouvoir à des mécanismes automatiques.

C'est un malentendu.

Cubi ne supprime pas la politique. Il change le terrain sur lequel elle s'exerce.

Dans un monde Cubi, le débat politique ne porte plus sur :

- qui taxer davantage,

- quelle catégorie opposer à quelle autre,
- comment distribuer la pénurie.

Il porte sur :

- l'allocation d'un budget clair et limité,
- les priorités collectives,
- le long terme plutôt que l'urgence permanente.

La politique ne disparaît pas. Elle devient simplement plus adulte... ou révèle plus vite son immaturité.

Cubi n'est pas garanti de réussir

C'est sans doute l'aveu le plus important de ce chapitre.

Je ne sais pas si Cubi fonctionnerait exactement comme je l'imagine. Personne ne le sait.

Toute transformation profonde comporte des risques. Toute innovation systémique peut échouer.

Mais l'histoire montre une chose avec constance : les sociétés qui refusent d'adapter leurs institutions à des ruptures technologiques majeures finissent toujours par subir des transitions bien plus brutales, imposées par les crises plutôt que choisies démocratiquement.

Cubi n'est pas une promesse de bonheur. C'est une tentative d'éviter l'effondrement.

Pourquoi proposer Cubi malgré tout

Alors pourquoi écrire ce livre ? Pourquoi défendre Cubi, malgré ses incertitudes ?

Parce que continuer comme avant n'est plus une option neutre. C'est un choix implicite, et probablement un mauvais.

Parce que le débat public reste enfermé dans des oppositions du XX^e siècle, alors que les outils du XXI^e ont déjà changé les règles du jeu.

Parce qu'une société qui garantit la survie matérielle de tous se donne au moins la possibilité de régler les autres problèmes sans la peur permanente du lendemain.

Cubi ne prétend pas tout résoudre. Il prétend enlever le bruit de fond qui empêche de réfléchir.

La conclusion qui suit n'est donc pas un point final. C'est une invitation.

Conclusion

Je n'ai pas imaginé le principe de la monnaie fondante.

L'idée d'une telle monnaie a été formulée dès 1916 par Silvio Gesell dans son ouvrage *L'Ordre économique naturel*. Dans son essai *L'argent, mode d'emploi* (2009), Paul Jorion rappelle que Keynes estimait que, d'un point de vue strictement technique, ce principe était « irréprochable » et que l'avenir aurait sans doute beaucoup de choses à apprendre des idées de Silvio Gesell. J'ai appris.

Je n'ai pas imaginé non plus le principe du revenu de base. De nombreux penseurs ont déjà largement réfléchi au sujet : Thomas More, Thomas Paine, Charles Fourier, et bien d'autres. Dans *Introduction générale à la critique de l'économie politique*, Karl Marx imagine le développement d'une société où l'humanité serait sortie du salariat, où les machines assureraient seules la création de richesses, redistribuées sous la forme d'un « revenu socialisé universel ».

Mais tous ont envisagé son financement soit par une hausse des taxes — avec le risque bien connu que trop d'impôt tue l'impôt —, soit par une création monétaire supplémentaire décidée par l'État, avec l'énorme risque d'hyperinflation que cela comporte.

Je crois être le premier à avoir imaginé de combiner ces deux principes, et à avoir réfléchi sérieusement aux conséquences économiques, sociales et politiques d'une telle combinaison. Et à en avoir conclu qu'en prime, cela permettrait sans doute de baisser drastiquement les impôts.

Cubi est un instrument de liberté. Liberté de vivre décemment pour tous, et de vivre confortablement pour ceux qui travaillent.

Cubi est un instrument d'égalité. Quelle est la plus grande justice sociale que celle qui consiste à offrir à tous le même revenu de base ? Quelle est la plus grande justice fiscale que celle qui consiste à appliquer le même taux d'imposition à tous : 0 %.

Cubi est un instrument de fraternité. En offrant un revenu de base à tous, il devient possible de développer sereinement un nouveau secteur économique. Un secteur associatif où le bénévolat redevient simple et accessible. Un secteur artistique où chacun peut, à son rythme, développer son art.

Conclusion

L'homme n'a pas besoin d'un travail. Il a besoin d'une occupation. Certains vivent pour le travail : ils pourront continuer. Certains travaillent pour vivre : ils pourront arrêter, sans que personne ne puisse leur en faire le reproche.

Oui, Cubi respecte parfaitement la devise de ce beau pays qu'est la France. C'est pour cette raison que j'aimerais qu'il y soit mis en œuvre en premier, afin que la France rede-vienne ce qu'elle a souvent été : un phare qui éclaire le monde.

Ce livre n'est qu'une étincelle.

Je ne suis pas économiste. J'ai donc abordé, du mieux que j'ai pu, la manière dont Cubi pourrait transformer en profondeur l'organisation économique du monde, sans pouvoir être certain de vous l'avoir démontré.

Si vous êtes économiste et que vous lisez ces lignes, peut-être que cette étincelle est en train de mettre le feu à votre plume, et que vous développerez cette idée dans un autre livre.

Je ne suis pas politicien. Je ne sais donc pas comment convaincre un peuple de voter pour cette idée lorsqu'elle lui sera présentée.

Si vous êtes politicien et que vous lisez ces lignes, peut-être que cette étincelle est en train de mettre le feu à votre voix, et que vous vous attacherez à porter cette idée dans le débat public.

Je ne suis pas journaliste ni influenceur. Je ne sais donc pas comment diffuser cette idée partout et pour tous.

Si vous êtes journaliste ou influenceur et que vous lisez ces lignes, peut-être que cette étincelle est en train de mettre le feu à votre caméra, et que vous contribuerez à montrer qu'un autre monde est possible.

Je suis libéral. C'est-à-dire que je ne suis pas socialiste, mais que je suis social. C'est-à-dire que je ne suis pas écologiste, mais que je suis pour l'écologie. C'est-à-dire que je ne suis pas étatiste, mais profondément démocrate et favorable à la décentralisation.

J'ai donc développé dans ce livre certaines de mes convictions, qui auront peut-être choqué certains. Ce n'est pas l'essentiel. Ce qui compte, c'est le thème central de ce livre : Cubi.

Je laisserai ensuite aux responsables politiques la liberté de l'adapter à leur vision — même si je préférerais qu'ils l'adaptent à celle du peuple.

Je suis informaticien. J'observe chaque jour les progrès de l'intelligence artificielle et les bouleversements majeurs qu'elle va provoquer. Et je le répète : le monde n'est pas prêt, et il est urgent qu'il s'y prépare.

C'est aussi en tant qu'informaticien que j'ai développé le site :

<https://www.cubishome.com>.

CUBI : pourquoi, comment

Vous y trouverez les actualités autour de Cubi, les liens vers mes réseaux sociaux, et surtout un moyen de soutenir ce projet financièrement. Vous y trouverez également un espace de dialogue, avec moi ou entre vous : n'hésitez pas à y participer.

Et je développe une maquette fonctionnelle d'une banque centrale, telle que je l'ai évoquée précédemment.

Cette première partie du livre est maintenant terminée. J'ai cependant commencé à écrire une seconde partie, dans laquelle j'ai tenté d'imaginer la France dans vingt ans, et d'explorer la manière dont les nouvelles technologies pourraient transformer le monde en mieux, si Cubi venait à être adopté.

Car je suis profondément optimiste.

Vous pouvez donc poursuivre la lecture de ce livre. Et si ces mini-nouvelles vous plaisent, j'en publierai d'autres sur Cubishome.com.

Conclusion

Seconde partie

La vie en France en 2045

Introduction

Dans la première partie de ce livre, j'ai tenté d'imaginer comment le futur pourrait être changé. Dans cette seconde partie, je fais un pas de côté : j'essaie désormais d'imaginer comment le futur pourrait avoir changé.

La nuance est importante. Elle n'est pas qu'un jeu de temps grammatical ; elle est une manière de déplacer le regard. Il ne s'agit plus de convaincre, mais d'observer. Non plus de démontrer, mais de raconter.

Comme le disait Mark Twain — ou Niels Bohr, ou Pierre Dac ; à vrai dire, même connaître le passé n'est pas toujours une science exacte — :

« L'art de la prophétie est extrêmement difficile, surtout en ce qui concerne l'avenir. »

Je ne prétends donc pas écrire ici ce qui va se passer. Je ne dis pas : *voilà le monde de demain*. Je me contente de prolonger des lignes déjà visibles aujourd'hui, de suivre des tendances existantes, et de regarder où elles pourraient bien mener si personne ne tirait franchement sur le frein... ou si, au contraire, quelqu'un osait appuyer à fond sur l'accélérateur.

L'exercice est d'autant plus délicat que se projeter à vingt ans est devenu paradoxalement plus difficile qu'avant. Non pas parce que le futur est lointain, mais parce qu'il arrive vite. Certaines transformations que j'essaie d'imaginer ici sont déjà en gestation, parfois même sur le point d'émerger, à une vitesse qui dépasse largement ma capacité d'anticipation.

Ces textes sont donc des fragments de futurs possibles. Des instantanés. Des petites nouvelles, parfois sérieuses, parfois ironiques, souvent un peu des deux. Elles me permettront de préciser, par le détour du récit, certaines idées développées dans la première partie, tout en m'autorisant ce que l'essai interdit souvent : l'émotion, le décalage, et un soupçon de mauvaise foi assumée.

Car si le monde qui vient inquiète, s'il dérange, ou s'il fatigue d'avance, alors autant l'aborder avec une arme redoutablement sous-estimée : l'humour.

Comme le chantait Charles Trenet :

« Il faut garder quelques sourires pour se moquer des jours sans joie. »

Ces sourires n'empêchent pas de penser. Ils aident simplement à continuer.

Oril-IA

Pour cette première nouvelle, j’essaye d’imaginer le futur de la musique, car c’est un domaine qui me touche particulièrement, ma fille Orilia étant chanteuse. Actuellement, elle peut vivre de la musique grâce au statut d’intermittent du spectacle. Avec Cubi, ce statut n’aurait plus lieu d’être.

Oril-IA, 22 ans, Suneuse

On appelait ça une Suneuse.

Le mot était apparu quelques années plus tôt, quand de plus en plus d’artistes ont commencé à créer leurs œuvres avec Suno AI.

Une Suneuse ne chantait que des chansons composées par une intelligence artificielle. Pas des reprises. Pas des « assistances à la composition ». Des chansons intégralement produites par une IA — harmonies, rythmes, textures sonores — parfois même sans exister avant l’instant précis où elles étaient chantées. Oril-IA était devenue l’une des plus connues.

Elle se produisait régulièrement en spectacle depuis l’âge de seize ans. À l’époque, elle chantait déjà avec une IA, mais personne ne trouvait ça très sérieux. Une lubie d’ado talentueuse, disait-on. Un gadget. Un truc qui ferait sourire deux saisons, tout au plus.

Puis il y avait eu Cubi.

Grâce à son revenu de base, Oril-IA n’avait jamais eu besoin de « trouver un vrai travail ». Cette phrase n’avait d’ailleurs plus vraiment de sens dans sa génération. Elle avait pu se consacrer entièrement à sa musique, sans dossiers, sans intermittence, sans justificatifs, sans la peur sourde de la fin de mois. Juste le temps. Le travail. L’exigence.

Et cette année-là, à vingt-deux ans, elle était en train de connaître une notoriété brutale, presque embarrassante.

Son vrai prénom était Orilia.

Ses parents l’avaient choisi en hommage à une chanteuse qu’ils avaient découverte en 2022 dans La France a un incroyable talent. Orilia y avait montré sa dextérité de multi-instrumentiste et sa voix mélodieuse. Sa chanson Bien trop tôt était devenue un tube en 2027 lorsque Netflix l’avait utilisée comme générique d’une de ses séries phares.

À l'époque, on parlait encore de « carrière musicale ». De « percer ». De « réussir ». Des mots lourds, pleins de statistiques et de désillusions.

Aujourd'hui, Oril-IA se contentait de chanter.

Ce qui faisait son succès, ce n'était pas seulement sa voix — même si elle avait cette capacité rare de sembler juste sans être lisse. C'était son concept.

Un ami à elle, ancien développeur reconverti en architecte cognitif (le terme faisait rire Oril-IA), avait conçu une IA capable de composer de la musique en temps réel, pendant les concerts. Pas un simple algorithme de génération. Un système vivant.

Des milliers de micro-capteurs parsemaient la salle : mouvements, regards, rythme cardiaque moyen, densité sonore, respiration collective. L'IA analysait en permanence les réactions du public et adaptait sa composition à ce qu'elle percevait.

Si l'énergie montait, la musique devenait plus rock. Si l'attention se faisait plus diffuse, elle glissait vers le prap — cette nouvelle tendance née de la rencontre improbable entre pop minimale et rap introspectif. Si la salle semblait fatiguée, elle ralentissait, presque maternelle.

Oril-IA chantait toujours les mêmes paroles. C'était sa règle. Son point fixe. Mais sa manière de chanter changeait à chaque instant. Et la musique, elle aussi, s'ajustait à sa voix.

Un concert n'avait jamais lieu deux fois de manière identique. Certains spectateurs revenaient dix, quinze fois au même spectacle, persuadés qu'un soir particulier avait été « le bon ». D'autres préféraient rester chez eux, avec le sentiment étrange de rater quelque chose d'irrépérable.

Les critiques traditionnels ne savaient pas quoi en faire.

— Ce n'est plus vraiment de la composition, disaient-ils.

— Ce n'est plus vraiment de l'interprétation, répondaient d'autres.

Oril-IA écoutait peu ces débats. Elle savait simplement que, lorsqu'elle montait sur scène, il se passait quelque chose de vrai.

Un soir, après un concert particulièrement intense, elle resta seule dans la salle vide. Les sièges étaient encore tièdes. L'IA tournait au ralenti, comme essoufflée.

— Tu as aimé ? demanda-t-elle à voix basse.

L'IA ne répondit pas. Elle ne répondait jamais. Elle n'avait pas été conçue pour ça.

Oril-IA sourit pourtant. Elle avait parfois l'impression que l'IA la connaissait mieux que bien des humains. Elle sentait ses hésitations avant même qu'elle ne prenne une respiration trop longue. Elle anticipait ses silences, ses montées, ses failles.

Un journaliste lui avait un jour demandé :

— Est-ce que vous n'avez pas peur d'être remplacée par l'IA ?

Oril-IA avait réfléchi un instant, puis répondu simplement :

— Remplacée par quoi ?

L'IA n'écrivait pas ses paroles. Elle n'éprouvait pas le trac. Elle ne savait pas ce que ça faisait de chanter face à mille visages qui attendent quelque chose de vous, sans savoir exactement quoi.

Elle n'était pas une concurrente. Elle était un miroir.

Dans un monde où la musique était devenue surabondante, générée partout, tout le temps, Oril-IA offrait autre chose : un moment partagé, fragile, impossible à reproduire.

Et tant pis si certains disaient que ce n'était plus « vraiment » de la musique. La salle, elle, ne mentait jamais.

Louis

En 1981, j'avais quinze ans, et je commençais à m'intéresser à la politique. Et quand François Mitterrand a été élu, j'ai pleuré, mais pas de joie. Je n'avais absolument pas les connaissances pour juger de la pertinence de son projet, mais j'avais juste l'intuition que ça allait mal se passer. Deux ans plus tard arrivait le « tournant de la rigueur » — une manière polie de dire : on s'est planté, il faut faire vite demi-tour.

Et depuis, une gauche irréaliste et une droite sans courage se sont succédé. L'aboutissement a été l'arrivée d'Emmanuel Macron et de son fameux « en même temps ». Un coup de pagaie à droite, un coup de pagaie à gauche, normalement ça fait avancer. Mais ce n'étaient pas des coups de pagaie : c'était faire avancer la barque avec des cuillères à soupe.

Dans cette nouvelle, j'assume clairement être un « libéral », ce qui choque encore beaucoup de monde, car pour certains le libéralisme est l'ennemi. Pourtant, le libéralisme ne signifie pas « supprimer l'État », mais avoir un État qui s'occupe de ce dont il doit réellement s'occuper. Et pour ceux qui veulent bien regarder au-delà du mot, ils redécouvriront peut-être que « libéral » vient avant tout de « liberté ».

Louis, 48 ans, Grand électeur national

Louis est affilié au parti politique « C'était mieux avant ». Pour la treizième fois, il a soumis un projet de loi visant à rétablir un impôt sur le revenu, baptisé *Prélèvement au Rôle Écologique Social et Solidaire Uniquement sur les Revenus des Extrêmement Riches* (PRESSURER). Pour la treizième fois, le texte a été rejeté par une large majorité des membres de l'Assemblée.

Louis est l'un des derniers grands électeurs nationaux à se réclamer explicitement de « la gauche ». Pas par opportunisme, mais par fidélité. Fidélité à une histoire, à des combats, à une vision du monde qui l'a structuré.

Avec le recul, Louis distingue aujourd'hui clairement les trois grandes phases qu'a traversées la gauche depuis le début du XXI^e siècle.

La première était celle de la lutte des classes. Il n'en a pas été témoin direct : il est né en 1997. Mais il en a hérité intellectuellement. L'idée était simple : reprendre le pouvoir économique aux « patrons ». Partout où cette idée a été appliquée jusqu'au bout, elle a échoué. À chaque fois, on expliquait que ce n'était pas le vrai modèle, seulement une étape vers un

communisme plus pur. Louis n'a jamais été communiste, mais il a longtemps pensé que ces échecs n'invalidaient pas l'intention.

Puis est venue la phase écologiste. Là encore, Louis y a cru. Il y avait des écologistes responsables, pragmatiques, cherchant à améliorer les procédés, à protéger la nature sans oublier que l'homme vit aussi sur cette terre et a des besoins. Mais ces voix-là étaient peu audibles. Ce sont les plus radicaux qui ont porté le combat, avec un discours reposant surtout sur l'interdiction et l'obligation. À force, l'écologie est devenue pour beaucoup synonyme de contrainte permanente. Et les électeurs, même sensibles à la cause, restaient avant tout attachés à la liberté.

Enfin est venu le temps des combats culturels. C'est celui que Louis a réellement vécu. Il en partageait certaines intentions — lutter contre les discriminations, reconnaître l'autre — mais il en voyait aussi les dérives : nier les histoires communes, culpabiliser le passé, refuser toute complexité. Louis voyait bien que chaque peuple a une histoire, faite de gloires et de défaites. Nier ce passé, c'était mettre le feu sous une cocotte-minute déjà sous pression.

La gauche devenait de plus en plus inaudible. Pas seulement en France, mais dans le monde entier.

C'est dans ce contexte qu'en mai 2026, David Lisnard apparaît dans le débat présidentiel. Il souhaite se présenter à la primaire de « la grande droite » et cherche des idées neuves pour se démarquer. Son positionnement libéral en fait un candidat crédible, mais en France le mot reste suspect. Il plafonne à 8 % dans les sondages, puis découvre presque par hasard le livre *Cubi*. Il s'empare alors du concept présenté dans cet ouvrage : pour lui, c'est une évidence ; pour ses opposants, une absurdité. Pourtant, il commence enfin à monter dans les sondages.

Une monnaie fondante. Un revenu de base. Une refonte complète du système monétaire. Pour Louis aussi, c'est incompréhensible, presque provocateur. Comment un libéral peut-il défendre un revenu de base ? Comment peut-on parler de social sans redistribution classique, sans impôts progressifs ?

Par principe, Louis s'oppose. Il critique. Il caricature même parfois le projet. Pour lui, Cubi ressemble à une fuite en avant technocratique, à un système trop abstrait pour répondre aux injustices concrètes.

Mais David Lisnard ne se contente pas de parler d'économie. Il parle de société. De sécurité. De liberté retrouvée. Il assume un projet *Libéral et Social*. Cette association de mots agace profondément Louis... et pourtant, elle commence à le troubler.

Les sondages montent. Lentement, puis plus vite. Et en 2027, David Lisnard est élu président de la République.

Lors des débats qui suivent à l'Assemblée, Louis fait entendre sa voix. Il questionne, critique, ironise parfois. Il défend l'idée que le revenu de base ne doit pas devenir un alibi

pour désengager l'État. Il met en garde contre une société qui ferait trop confiance aux mécanismes économiques. Il reste fidèle à ses réflexes : protéger, encadrer, corriger.

Mais Cubi devient monnaie complémentaire en 2030. Le revenu de base est fixé à 1 200 Cubis. La TVA est supprimée, remplacée par une part fixe de création monétaire destinée à l'État.

Puis arrive le choc Renault.

Quand l'annonce du redressement judiciaire tombe, Louis monte immédiatement au créneau. Pour lui, la réponse est évidente : l'État doit intervenir, entrer plus haut au capital, nationaliser s'il le faut. Renault, c'est un symbole. Une colonne vertébrale industrielle. On ne laisse pas tomber un pilier comme on fermerait une start-up.

Il plaide avec conviction. Il rappelle les milliards d'aides déjà versés. Il parle d'emplois, de territoires, de souveraineté. Pendant quelques jours, il a le sentiment de retrouver la gauche qu'il a aimée : celle qui agit, qui protège, qui ne s'excuse pas.

Mais cette fois, quelque chose cloche.

On lui oppose calmement un raisonnement qu'il connaît pourtant par cœur, mais qu'il n'avait jamais accepté jusqu'au bout : injecter de l'argent public dans une entreprise ne change pas sa structure, ne corrige pas ses handicaps, ne la rend pas plus agile face à la concurrence mondiale. Cela prolonge, parfois. Cela sauve temporairement. Rarement plus.

À l'inverse, lui explique-t-on, libérer durablement les entreprises de certaines contraintes fiscales, ce n'est pas leur faire un cadeau : c'est changer l'environnement dans lequel elles évoluent. Ce n'est pas sauver Renault. C'est éviter que dix autres Renault aient besoin d'être sauvées demain.

Louis résiste. Il s'énerve même. Il parle de capitulation idéologique, de renoncement, de soumission aux marchés. Puis, un soir, seul chez lui, il refait les comptes. Pas ceux des slogans. Les vrais. Il compare ce que l'État a dépensé en quarante ans pour « sauver » des industries, et ce que ces industries sont devenues malgré tout.

Pour la première fois, il doute de son doute.

L'impôt sur les sociétés est finalement supprimé, ainsi que les taxes sur les dividendes, remplacés eux aussi par une nouvelle part fixe de création monétaire destinée à l'État.

Les mois passent.

Renault survit. Puis se transforme. D'autres entreprises suivent. Les chiffres du chômage baissent. Pas miraculeusement, mais régulièrement. Les débats changent de ton. On parle moins de partage de la pénurie, plus de création de richesse. Louis observe. Il ne jubile pas. Il constate.

Et surtout, il écoute.

Il écoute ces gens qui, pour la première fois, n'ont plus peur de perdre leur emploi du jour au lendemain. Ces travailleurs qui acceptent un poste mal payé, temporaire, parce qu'il vient *en plus* de leur revenu de base. Ces entrepreneurs qui osent relancer une activité sans passer leurs nuits à calculer charges et seuils de survie.

Louis comprend alors ce qui le dérange vraiment.

Ce n'est pas que le monde soit devenu injuste. C'est qu'il n'a plus besoin de lui tel qu'il s'est toujours pensé.

Lors de la réforme constitutionnelle de 2033, destinée à formaliser la démocratie par les grands électeurs, il intervient avec gravité. Il rappelle l'histoire, les combats passés, les dérives possibles. Puis il conclut autrement que prévu.

Il admet que le monde a changé. Que les outils d'hier ne fonctionnent plus. Que défendre indéfiniment un modèle épuisé n'est pas de la fidélité, mais de l'obstination. Il dit, sans amertume, qu'il restera peut-être un homme du passé, mais qu'il préfère un futur imparfait qui fonctionne à un passé glorieux qui ne revient pas.

Quand la nouvelle Constitution est votée, Louis vote pour. Sans enthousiasme. Sans drapeau. Mais sans regret.

Plus tard, bien plus tard, il écrira dans ses mémoires :

« J'ai passé ma vie à croire que c'était mieux avant.
J'ai mis longtemps à admettre que, parfois, c'est simplement mieux maintenant. »

Daniel

Avec la baisse de la natalité, le vieillissement de la population va devenir l'un des grands défis du milieu du XXI^e siècle. Beaucoup pensent que le problème se résoudra par des réformes comptables, d'autres par des slogans politiques. En réalité, ce sont surtout la robotique et l'acceptation sociale de celle-ci qui vont permettre de répondre, progressivement, à la question la plus intime de toutes : comment vieillir dignement, sans être arraché à sa vie.

Daniel, 100 ans, retraité

Daniel a cent ans aujourd'hui.

Il fête son anniversaire entouré de ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, dans la maison qu'il occupe depuis soixante-dix ans. Une maison simple, sans prétention, mais pleine de souvenirs. Les murs ont jauni avec le temps, le parquet craque un peu plus qu'avant, et chaque pièce raconte une histoire qu'il est parfois le seul à encore connaître.

Quand sa santé a commencé à se dégrader, quinze ans plus tôt, juste après le décès de sa femme, ses enfants avaient eu peur. Peur qu'il tombe. Peur qu'il oublie d'éteindre le gaz. Peur qu'un jour, il ne se relève pas. La solution semblait évidente : un Ehpad, sécurisé, médicalisé, rassurant... pour eux.

Daniel avait répondu non.

Pas un non colérique, pas un non de principe. Un non calme, posé, définitif. Il avait encore toute sa tête, disait-il. Et surtout, il avait encore sa maison. Quitter cet endroit aurait été, pour lui, sa première mort.

Alors ils avaient cherché une alternative.

C'est Christophe, l'un de ses petits-fils, qui avait trouvé la solution. À l'époque, les robots de compagnie n'en étaient qu'à leurs débuts. Ils coûtaient cher, très cher, et inspiraient autant de fascination que de méfiance. Daniel n'avait qu'une petite retraite, complétée par son revenu de base. Mais Christophe gagnait bien sa vie. Et surtout, il aimait profondément son grand-père.

Le robot était arrivé un matin de printemps, dans une grande caisse blanche, presque trop moderne pour le jardin un peu sauvage de Daniel.

Aujourd'hui, plus personne ne s'en étonnerait. Les robots domestiques sont devenus courants, fiables, presque invisibles dans le paysage quotidien. Celui de Daniel assure toutes

les tâches domestiques : ménage, repas, lessive. Il est relié aux capteurs et caméras de la maison, capables de localiser Daniel à tout moment, sans être intrusifs. S'il chute, s'il vacille, s'il s'assoit trop longtemps sans bouger, le robot le sait.

Il peut interrompre instantanément ce qu'il fait pour venir l'aider. Il dispose d'un kit de premiers secours, sait appeler les services d'urgence, prévenir la famille, adapter son comportement à l'état de santé de Daniel. Il aide à se lever, à s'habiller, parfois à manger, sans jamais presser, sans jamais soupirer.

Daniel commence à perdre la mémoire immédiate. Il ne sait plus toujours ce qu'il a mangé une heure plus tôt. Il peut poser trois fois la même question dans la même minute. Les prénoms récents se mélangent parfois.

Mais il se souvient encore parfaitement d'elle.

De leur rencontre. De leurs disputes inutiles. De leurs silences partagés. De leur bonheur simple, immense, banal. Et de ce jour où elle est partie, bien trop tôt.

Alors, pour ses quatre-vingt-quinze ans, Christophe lui avait offert une option supplémentaire : la personnalisation du robot.

Le visage avait changé. La voix aussi.

Pas une imitation parfaite — Daniel n'aurait pas supporté cela — mais une ressemblance troublante, respectueuse. Les mêmes intonations douces. La même manière de dire son prénom. La même façon de se taire quand il fallait se taire.

Daniel savait. Bien sûr qu'il savait. Il savait que ce n'était pas elle.

Mais quand le robot lui disait :

— Tu devrais mettre ton pull, Daniel, il fait frais ce matin.

Il souriait.

Parce que parfois, aimer, ce n'est pas croire en l'avenir. C'est se souvenir.

Aujourd'hui, Daniel a cent ans. Il est assis dans son fauteuil préféré, entouré de ceux qu'il aime. Le robot circule discrètement, servant les boissons, veillant sans se faire remarquer.

Et quand la maison se calme enfin, quand les rires s'éloignent, quand le soir tombe doucement, Daniel ferme les yeux un instant.

Il est chez lui. Il n'est pas seul.

Ahmed

Pour les pays occidentaux, la gestion de l'immigration est devenue un enjeu majeur. Entre vieillissement de la population, automatisation croissante, tensions sociales et crispations identitaires, la question dépasse largement les slogans politiques.

La robotique sera-t-elle le moyen de faire disparaître l'argument selon lequel « *les immigrants font les travaux que les Français ne veulent pas faire* » ? Ou bien, même dans un monde de machines, restera-t-il une place pour une immigration choisie — choisie par le pays d'accueil, mais aussi par le migrant ?

La vision que je propose ici est un équilibre. Un modèle exigeant, mais humain. Un modèle fondé sur l'effort, la responsabilité, et surtout le respect mutuel.

Ahmed, 28 ans, masseur de vaches

Ahmed est arrivé en France clandestinement en 2039.

Il se souvient encore de sa première nuit, passée sous un pont, à écouter un fleuve qu'il ne connaissait pas et une langue qu'il ne comprenait pas. Il n'avait pas fui la guerre. Il avait fui l'immobilité, cette sensation d'avenir bloqué.

Il pensait trouver rapidement du travail. Mais en France, en 2039, le travail au noir avait pratiquement disparu. Plus d'enveloppes, plus de billets, plus de combines simples. Tout était tracé, tout était numérique.

Les premières semaines, il a survécu grâce à de petits services, puis à des tâches plus douteuses pour des gangs. Il savait que ce n'était pas une solution, mais c'était ça ou dormir dehors. L'arrestation a été rapide. Presque un soulagement.

L'État l'a transféré dans un centre d'accueil pour migrants. On lui a expliqué les règles calmement, sans menace inutile. Ahmed avait déjà utilisé une première *carte joker* en entrant clandestinement. La seconde avait été consommée par ses actions avec un gang. Il ne lui en restait qu'une seule.

Dans le centre, la vie était réglée comme une horloge. Lever tôt. Petit déjeuner simple. Cours de français intensifs. Ahmed adorait apprendre les mots : *bonjour, merci, désolé*. Il répétait les phrases à voix basse le soir, dans sa chambre partagée.

Il découvrait aussi la culture française. Les débats. Le désaccord permanent. Cette étrange manie de critiquer un pays tout en y étant profondément attaché. Ça le déstabilisait, mais ça lui plaisait.

Trois mois plus tard, il est orienté vers un centre de validation professionnelle. On lui demande ce qu'il aimerait faire. Il hésite. Il n'a jamais vraiment choisi son travail auparavant. Il finit par répondre : « quelque chose de concret ». On lui propose l'agriculture.

Pendant la formation, Ahmed est envoyé en stage dans une ferme d'élevage de bœufs et de cochons. Le premier jour, l'odeur le surprend. Le fermier parle vite, plaisante beaucoup. Quand il lui explique qu'il faudra nettoyer les caillebotis des porcs, Ahmed se braque.

Il croit — à tort — que sa religion lui interdit même de s'en approcher. Les mots sortent mal. La colère monte. Le fermier s'énerve à son tour. Des insultes fusent, surtout par peur de ne pas être compris.

Après la plainte, Ahmed comprend qu'il a utilisé sa dernière carte joker. Cette nuit-là, il ne dort pas. Il regarde le plafond et se demande s'il a vraiment envie de repartir. La réponse est claire. Non.

La suite de la formation se passe sans incident. Ahmed observe. Il écoute. Il pose des questions. Il apprend à distinguer ce qui relève de la foi, de la tradition, et de la peur de mal faire.

Il est ensuite embauché dans une exploitation spécialisée dans l'élevage de vaches « type Kobe ». Son travail est presque surprenant : veiller au bien-être animal. Il parle aux bêtes, leur met de la musique, leur masse les flancs avec un mélange à base de cidre. Les premières fois, il sourit tout seul en se disant que personne ne le croirait.

Le soir, il fréquente une mosquée modérée. Il discute avec l'imam, pose des questions qu'il n'avait jamais osé formuler. Il découvre une religion plus nuancée, plus réfléchie, moins rigide que celle dont il avait hérité.

Aujourd'hui, cela fait cinq ans qu'il a utilisé son dernier joker. Il a obtenu la nationalité française.

Quand il reçoit la confirmation, il reste longtemps assis, le courrier à la main. Il pense à ses erreurs, à ses colères, à ses peurs. Puis à cette ferme, à ces vaches, à cette langue qu'il parle désormais sans y penser.

Il va pouvoir toucher le revenu de base. Avec celui-ci et son salaire, il peut envisager une maison. Peut-être même un jardin.

Ahmed remercie la France de lui avoir donné une chance, malgré ses faux pas. On vit toujours mieux dans un pays quand on a appris à l'aimer — et quand on a accepté d'y faire des efforts.

Kathy

Dans cette nouvelle, je vais parler de choses qui, en réalité, pourraient déjà exister aujourd'hui.

Pas dans tous les esprits, pas partout, mais technologiquement, économiquement, humainement, rien n'est vraiment de la science-fiction.

L'amour libre existe déjà. La vie simple existe déjà. Les petits boulots choisis, exercés quand on en a envie, existent déjà. Et une écologie acceptée parce qu'elle est rendue facile par la technologie — et non imposée par la contrainte — est déjà en train d'émerger.

Cubi n'a pas inventé tout cela. Il a simplement retiré la peur de manquer, ce qui change absolument tout.

Kathy, 18 ans, influenceuse

Kathy se réveille toujours avant les autres. Pas par obligation, pas par stress : simplement parce que la lumière du matin traverse les grandes baies vitrées de la maison, et qu'elle aime ce moment où le silence est encore intact.

Elle attrape son mug — un vieux modèle ébréché qu'elle refuse de remplacer parce qu'il lui "porte chance" — et sort pieds nus sur la terrasse. Devant elle, le potager s'étend doucement dans la brume. Le robot agricole est déjà à l'œuvre, silencieux, presque discret. Il zigzague entre les rangs de tomates, repousse un escargot un peu trop curieux, identifie une zone où le sol manque légèrement d'azote et corrige ça tout seul.

Kathy sourit. Elle se souvient des débats interminables de la génération précédente sur l'écologie punitive. Ici, rien n'est punitif. C'est juste... plus simple.

Elle lance un direct. Pas pour vendre quoi que ce soit, pas pour provoquer, pas pour créer du clash.

Kathy est suivie parce qu'elle raconte sa vie telle qu'elle est : imparfaite, joyeuse, banale et assumée.

— *“Salut tout le monde. Aujourd'hui, c'est jour de récolte. Kev va encore râler parce que les courgettes poussent plus vite que ses idées.”*

Les commentaires défilent. Des cœurs, des blagues, des questions.

— « Comment vous faites pour vivre à quatre sans vous prendre la tête ? »

— « Vous travaillez combien d’heures par semaine ? »

— « C’est pas bizarre, le polyamour ? »

Kathy répond toujours avec la même sincérité.

Elle vit avec Kev, Koryne et Karlo, qui ont tous le même âge.

Si leurs prénoms commencent tous par la lettre K, ce n’est pas un hasard génétique, mais sociologique.

À une époque, une mode étrange s’est répandue : donner à ses enfants un prénom commençant par une lettre précise selon leur année de naissance. Un peu comme on le faisait déjà depuis longtemps pour les chiens de race.

Cette brillante idée avait été popularisée par Paola Andersen — actrice, chanteuse, mais surtout Bonnet D, première influenceuse à dépasser le milliard de followers — lorsqu’elle annonça fièrement que son enfant porterait un prénom “dans la lettre de l’année”.

Comme souvent, beaucoup ont suivi. Sans trop réfléchir.

Kathy, Kev, Koryne et Karlo forment un quartouple. C’est-à-dire deux couples — Kathy avec Kev, Koryne avec Karlo — qui ont fait le choix de vivre ensemble et d’assumer le polyamour.

Le polyamour n’est pas “ne pas aimer”. Ce n’est pas “tout mélanger”. Ce n’est pas non plus l’absence de lien ou d’engagement.

C’est le fait d’avoir un partenaire principal, affectif et émotionnel, tout en acceptant que l’amour, le désir ou l’attachement ne soient pas nécessairement exclusifs.

C’est reconnaître que l’on peut aimer plus d’une personne sans trahir, à condition que tout soit clair, consenti et assumé. Et parfois, cela inclut aussi une ouverture possible vers l’autre couple, sans obligation, sans jalousie imposée, sans mensonge.

Pour les générations précédentes, ce concept reste souvent incompréhensible. Non pas parce qu’il est nouveau — il ne l’est pas — mais parce qu’il remet en cause une norme qui, pendant longtemps, a été présentée comme la seule possible.

Kev, justement, apparaît derrière elle, cheveux en bataille, un tournevis à la main. Il bricole une vieille imprimante 3D qu’il a récupérée pour presque rien et qu’il retape pour un voisin. Ce genre de petit boulot lui rapporte quelques centaines de cubis par mois, largement suffisant pour ses envies.

Koryne, elle, travaille deux après-midi par semaine dans une médiathèque immersive. Elle adore ça. Pas parce qu’elle en a besoin, mais parce qu’elle aime guider les gens dans les archives du monde, expliquer comment on vivait “avant Cubi”, quand travailler était une obligation vitale.

Karlo, la plus calme des quatre, passe souvent ses matinées à composer de la musique générative. Certaines de ses créations sont utilisées comme ambiance sonore dans des jeux

ou des espaces publics. Il ne cherche pas la célébrité. Il cherche juste à créer quelque chose de beau, quand l'envie est là.

À midi, ils mangent dehors. Une salade issue du jardin, du pain récupéré chez un artisan du village voisin, un fromage local. Personne ne regarde l'heure. Personne ne pense à "reprendre le travail".

Ils parlent de tout et de rien. De leur prochaine escapade en train à hydrogène. D'un couple d'amis qui hésite à venir vivre quelques mois avec eux. De la vidéo que Kathy hésite à publier, où elle explique pourquoi elle a arrêté de "jouer un rôle" sur les réseaux.

— *"Avant, être influenceuse, c'était vendre une vie que tu n'avais pas."*

— *"Maintenant, c'est juste montrer que vivre simplement, c'est possible."*

L'après-midi, l'électricité, devenue quasiment gratuite depuis l'arrivée des centrales à fusion nucléaire, permet tous les excès créatifs : impressions 3D, réalité virtuelle, apprentissage en ligne.

Koryne suit un module de biologie végétale "juste par curiosité". Kev apprend la menuiserie numérique. Kathy prépare un livre collaboratif avec d'autres jeunes du même âge, dispersés dans le monde, mais reliés par la même évidence : ils ne sont pas pressés de devenir "quelqu'un".

Le soir, l'eau de pluie filtrée chauffe doucement pour la douche. Les capteurs affichent une qualité parfaite. Personne ne s'inquiète. Ils savent.

Avant de dormir, Kathy relit un vieux message retrouvé dans les archives sociales du début du siècle :

"Les jeunes ne veulent plus travailler."

Elle sourit dans le noir.

Ils travaillent. Ils aiment. Ils créent. Ils vivent.

Simplement.

Influenceuse, oui. Mais surtout témoin d'un monde où vivre heureux ne demande plus de s'épuiser à le mériter.

Karim

Dans un monde d'IA et de robots, les entreprises ne vont pas disparaître. Les emplois non plus.

Ils vont se transformer.

Et surtout, de nouveaux métiers vont apparaître.

Dans un monde où la compétitivité des produits du quotidien ne dépend plus uniquement du coût du travail humain, certaines activités, longtemps délocalisées, peuvent revenir en France. En soutenant la révolution technologique plutôt qu'en la combattant, et en adoptant Cubi parmi les premiers pour sa capacité à réduire les coûts de production, la France pourrait redevenir un grand pays industriel.

Karim, 36 ans, chef d'entreprise

Les applaudissements s'éteignent lentement lorsque Karim quitte la scène, trophée en main. À peine a-t-il franchi le rideau qu'un journaliste se glisse à ses côtés, micro tendu, sourire parfaitement calibré.

— *Karim Benali, entrepreneur de l'année... Une entreprise de vêtements sans ouvriers, est-ce que ce n'est pas un peu provocateur, dans un pays comme la France ?*

Karim sourit. Il a l'habitude.

— « Sans ouvriers, non. Sans tâches pénibles, oui. Je n'ai pas supprimé le travail, j'ai supprimé ce qui le rendait absurde. »

— *Certains diront que vous avez surtout supprimé des emplois.*

— « J'ai surtout supprimé des délocalisations. Si j'avais monté Neovet en 2020, en faisant exactement les mêmes vêtements, ils auraient été fabriqués à 12 000 kilomètres d'ici. Là, ils sont fabriqués à 200 kilomètres. »

Le journaliste marque une pause.

— *Votre usine tourne jour et nuit, avec des robots loués à bas coût. C'est ça, le secret ?*

— « Le secret, c'est d'avoir accepté que la compétition ne se joue plus sur le dos des humains. Quand le coût du travail humain n'est plus la variable d'ajustement, tout change. »

Karim a fondé Neovet en 2031 avec une idée simple, presque naïve à l'époque : créer une entreprise de vêtements 100 % fabriqués en France.

Pour y parvenir, Karim a pris une décision radicale. Il a été un des premiers en France à lancer une « *dark factory* ».

Il a commencé modestement : une petite unité capable de produire quelques centaines de tee-shirts par jour. Le cœur de son innovation ne résidait pas dans le design, mais dans le processus de fabrication.

Il s'est associé à une entreprise allemande jusque-là spécialisée dans les bras robotiques chirurgicaux. Leur rapidité et leur précision, conçues pour opérer sur des corps humains, se sont révélées parfaites pour assembler des tissus, les positionner avec une exactitude millimétrique, puis les présenter aux systèmes de couture automatisés.

Cette entreprise, en quête de nouveaux débouchés pour ses bras de précision, lui proposa un accord financier extrêmement avantageux. Karim savait reconnaître une opportunité quand elle se présentait.

Tout était automatisé.

Les camions livraient les matières premières — rouleaux de tissus, fils, pigments, additifs — dans une zone de déchargement dédiée. Des robots humanoïdes prenaient ensuite le relais : tri, transport, stockage, alimentation des machines.

La production s'enchaînait sans interruption, jusqu'à l'emballage final des tee-shirts prêts à être expédiés.

Usine sans ouvrier, pas tout à fait.

Une petite équipe humaine de garde restait disponible, capable d'intervenir lorsqu'un problème dépassait les capacités de diagnostic des robots. Mais l'essentiel du travail était accompli par des machines.

Le résultat était sans appel : des robots humanoïdes loués 500 Cubis par mois, fonctionnant 24 heures sur 24, des bras robotiques achetés 10 000 Cubis pièce, et un prix de revient désormais compétitif face aux productions asiatiques.

Mais le véritable tournant vint d'un partenariat inattendu avec une entreprise italienne spécialisée dans les machines de teinture de nouvelle génération.

Cette machine était capable de teindre les fils avant même le tissage, avec une précision extrême. Le fil n'était plus monochrome : il devenait multicolore dans la masse.

Le tissage était entièrement pré-calculé par l'IA. Chaque fil, chaque croisement, chaque tension était optimisé pour produire un motif unique, non plus répétitif, mais parfaitement fidèle à une image donnée.

Une photo. Un paysage. Le portrait d'un enfant. Ou celui d'un chien.

Le motif n'était plus imprimé sur le tissu : il était inscrit dans sa structure même. Résistance au lavage, douceur au toucher, durabilité : tout surpassait largement les méthodes classiques.

La mode venait de changer de nature. Plus personne ne suivait les tendances. Chacun pouvait créer la sienne, à partir d'un simple logiciel.

Fort de cette capacité de personnalisation et de sa maîtrise totale de l'automatisation, Karim étendit rapidement sa production à l'ensemble des vêtements du quotidien.

Puis, un jour, Karim termine une visite guidée lorsqu'on lui annonce un visiteur.

Un homme d'une cinquantaine d'années, mains larges, regard direct, veste élimée par le soleil.

— « Je m'appelle Jean Treupran. Je suis agriculteur, dans le Tarn. »

Karim fronce légèrement les sourcils.

— « Du coton, c'est ça ? »

Jean hoche la tête.

— « Du coton français. Les nouvelles variétés adaptées au climat. J'ai vu ce que vous faisiez avec les fibres recyclées. Je me suis dit que votre prochaine étape, c'était nous. »

Ils marchent entre les lignes de machines silencieuses.

— « Vous savez, reprend Jean, on m'a dit pendant vingt ans que ce n'était pas rentable. Et puis l'IA est arrivée. Elle nous a aidés à sélectionner, à anticiper, à optimiser. Aujourd'hui, je produis un coton de qualité, local, traçable. Il me manque juste... un débouché à grande échelle. »

Karim s'arrête.

— « Vous êtes en train de me dire que je peux afficher *100 % made in France*, matières premières comprises ? »

— « Je suis en train de vous dire que si vous ne le faites pas, quelqu'un d'autre le fera. »

Karim sourit à nouveau. Décidément, il aimait ces conversations.

Quelques mois plus tard, lors d'un colloque sur l'avenir du travail, Karim partage la scène avec un responsable syndical, Michel, la soixantaine, voix grave, regard honnête.

— « Je vais être franc, commence Michel. Quand j'ai vu arriver Neovet, j'ai voulu organiser une section syndicale. Mon premier réflexe. »

La salle rit légèrement.

— « Le problème, c'est que j'ai cherché les ouvriers... et je suis tombé sur des robots. Alors j'ai envisagé de les syndiquer. Mais ils ne font pas grève. Et surtout, ils ne se plaignent jamais. »

Nouveaux rires.

Michel devient plus sérieux.

— « La vérité, c'est que mon combat a changé. Les conditions de travail ? Les robots font toutes les tâches pénibles. Le pouvoir d'achat ? Avec le revenu de base, les gens travaillent pour atteindre *le niveau de vie qu'ils souhaitent*, pas pour survivre. »

Il marque une pause.

— « Alors oui, parfois, je me demande à quoi je sers encore. Défendre quoi, exactement ? Peut-être que notre rôle, désormais, ce n'est plus de s'opposer au progrès, mais de veiller à ce que tout le monde puisse en bénéficier. »

Karim acquiesce doucement.

— « Et c'est déjà un combat immense. »

Neovet emploie aujourd'hui cent personnes à temps plein, quatre cents à temps partiel choisi.

Sans l'IA et la robotique, Karim le sait, il n'aurait probablement employé personne.

Mais grâce à elles, il a recréé une industrie. Pas celle d'hier.

Celle d'après.

Claire

Aujourd’hui, certains commencent à se demander pourquoi continuer à se former si l’intelligence artificielle sera bientôt capable de tout faire mieux que nous.

La question est mal posée.

Il ne s’agit pas d’apprendre pour *faire mieux que l’IA*, mais pour *faire mieux avec elle*. Et pour cela, encore faut-il savoir qui l’on est, ce que l’on aime, ce dans quoi on est naturellement bon.

Pendant des décennies, l’école a essayé de faire rentrer tous les enfants dans le même moule, au même rythme, avec les mêmes attentes. Ceux qui correspondaient au modèle étaient qualifiés de “bons élèves”. Les autres apprenaient très tôt qu’ils étaient “en difficulté”.

L’IA va rendre ce système absurde.

L’éducation peut être repensée pour s’adapter aux élèves — et non l’inverse. Certains s’orienteront vers les sciences, d’autres vers la littérature, d’autres encore vers les métiers manuels, le sport ou les arts. Apprendre redeviendra un plaisir. L’IA ne remplacera pas les enseignants : elle va rendre enfin possible ce qui était auparavant un fantasme pédagogique — un enseignement personnalisé.

Claire, 46 ans, manageuse de classe

Claire Oscure consulta sa tablette une dernière fois avant l’arrivée de sa classe. Huit élèves ce matin. Niveau hétérogène. Ambiances variables. Rien d’inhabituel.

— *Les enfants, mettez-vous en rang, par ordre alphabétique, on va entrer en classe.*

— Bonjour Madame Oscure ! lança le premier avec entrain.

— Bonjour... *Agraffeuse*, répondit-elle en soupirant intérieurement.

— B-bonjour Mme Oscure, murmura le suivant.

— Bonjour *Aspirateur*.

Claire maudit une fois de plus cette mode absurde apparue sept ans plus tôt : un influenceur avait lancé le concept de prénom-objet, en expliquant qu’il fallait nommer son enfant

d'après le premier objet aperçu au moment où l'on apprenait la grossesse. Le résultat se tenait devant elle, tous les matins, en baskets lumineuses.

— Bonjour Claire ! lança le suivant, sourire insolent.

— Bonjour *Barbecue*. Et je te rappelle que tu dois m'appeler par mon nom, répondit-elle calmement, même si tu gagnes déjà trois fois plus de Cubis que la plupart des adultes avec ton hobby d'influenceur.

Un léger rire parcourut le rang. Les cinq autres entrèrent, et la classe put commencer.

— Aujourd'hui, nous allons travailler les mathématiques, annonça Claire. Demandez à votre professeur IA de vous préparer la séquence du jour.

Huit écrans s'allumèrent presque simultanément.

— Madame, dit *Brosse de toilette*, je suis déjà niveau 10. Il me dit que je dois attendre encore un mois avant de passer au niveau 11.

Claire jeta un œil à ses statistiques.

— D'accord. Dans ce cas, je t'autorise à faire de la rédaction avancée de commandes IA. Thème libre, mais argumenté.

— Pfff... quel frimeur, murmura *Playboy interactif* à *Aspirateur*. Moi je suis qu'au niveau 5...

— *Playboy interactif*, intervint Claire sans lever la voix. On ne parle qu'à son professeur pendant le cours. Je te retire un point d'écran.

Un soupir dramatique répondit.

Les enfants gagnaient désormais des points lorsqu'ils validaient des compétences, et pouvaient en perdre en cas de comportement inadapté. Ces points donnaient droit à des minutes supplémentaires le soir : télévision, console, smartphone. Tous les fournisseurs de contenus pour mineurs avaient été légalement contraints d'intégrer ce système.

Les enfants comprenaient très vite la logique : effort → progression → récompense. Les cours avaient pris des airs de jeux vidéo : on montait de niveau, on débloquent des bonus, on explorait des branches alternatives.

Chaque élève suivait un parcours individualisé et avançait à son propre rythme.

Le matin : trois cours de trente minutes, entrecoupés de deux récréations. L'après-midi : sport, travaux manuels et activités artistiques.

Les montages de robots-kits avaient remplacé les anciens bricolages approximatifs, et les élèves s'y plongeaient avec une concentration que Claire n'avait jamais vue dans les anciens cours magistraux.

Ce modèle d'enseignement avait été lancé par une société privée : Acadom-IA, d'abord timidement, puis avec un succès fulgurant.

Lorsque la loi avait enfin accordé l'autonomie pédagogique aux écoles, beaucoup d'établissements publics avaient hésité. Trop vite. Trop nouveau. Trop différent.

Le chèque éducation avait tout changé. Les parents pouvaient choisir librement l'école de leurs enfants, et l'établissement recevait directement le financement correspondant. Certaines écoles publiques avaient même demandé leur privatisation, simplement pour pouvoir se transformer, investir, expérimenter — sans coûter un seul Cubi de plus à l'État.

Claire regarda sa classe en fin de journée. Huit enfants. Huit parcours différents. Aucun laissé de côté.

Le système éducatif n'avait pas manqué de talents. Il avait seulement manqué de liberté.

Et une fois libéré de ses carcans, il avait enfin pu redevenir ce qu'il aurait toujours dû être : un lieu où l'on apprend à devenir soi-même.

Idéfix

Beaucoup de personnes ont aujourd'hui peur que la vidéosurveillance devienne une atteinte grave à la vie privée. Et cette crainte n'est pas infondée... dans le monde d'hier.

Le danger n'est pas tant la caméra que celui qui regarde derrière l'écran. L'histoire du cinéma policier regorge d'exemples où l'outil de surveillance devient un instrument de voyeurisme, de contrôle personnel, voire de domination intime.

La vraie rupture n'est donc pas la caméra. La rupture, c'est qui regarde.

Avec l'IA, ce ne sont plus des humains qui observent en permanence d'autres humains. Ce sont des systèmes qui détectent des comportements, pas des personnes. L'IA ne s'intéresse ni aux visages, ni aux silhouettes, ni aux habitudes privées. Elle repère des écarts statistiques, des gestes incohérents avec le contexte, des enchaînements improbables. Et uniquement dans ce cas, elle alerte un humain.

L'IA devient ainsi un filtre entre surveiller et respecter les libertés. On ne regarde plus tout le monde, tout le temps. On ne regarde que quand quelque chose cloche vraiment.

Comme le rappelait Benjamin Franklin :

« Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux. »

La question n'est donc pas de choisir entre liberté et sécurité. La question est de savoir qui décide, et comment. Et ce choix ne doit pas être laissé aux gouvernements seuls, mais au peuple, collectivement.

Idéfix, 16 ans, lycéen

2029. Année du soixante-dixième anniversaire d'Astérix le Gaulois. Et, comme à chaque anniversaire symbolique, une vague de parents nostalgiques décida que le patrimoine culturel méritait mieux que des timbres commémoratifs.

Idéfix faisait partie de cette génération.

Au lycée, il y avait aussi Panoramix, Falbala, Ordralfabétix, César... Le seul qui échappait à la règle s'appelait Kevin, mais tout le monde soupçonnait ses parents de refuser les modes.

Idéfix, lui, rêvait de la PlayStation 9, celle avec le casque neuronal. Pas un simple écran devant les yeux : une immersion totale. Les odeurs, la gravité simulée, la fatigue musculaire fictive. On pouvait ressortir d'une partie de randonnée virtuelle avec des courbatures... parfaitement imaginaires, mais très convaincantes.

Le problème, c'est que sa mère venait de divorcer. Pas de travail. Deux revenus de base pour vivre à deux.

C'était suffisant pour manger correctement, se loger, avoir une vie décente. Mais pas pour les folies technologiques.

Alors Idéfix cherchait à se rencuber.

Il avait bien essayé les petits boulots.

Mais :

- Il n'était pas bricoleur (niveau 3 en plomberie, ce qui signifiait "sait reconnaître un robinet").
- Les livraisons avaient disparu depuis longtemps.
- Même promener des chiens était devenu compliqué, la moitié l'étant désormais par des robots autonomes.

Assis sur le banc du lycée, il regardait passer les drones de surveillance, machinalement. Ils faisaient partie du décor, comme les lampadaires autrefois.

C'est là que l'idée, forcément mauvaise, lui traversa l'esprit.

Cambrioler ?

Chez Ordralfabétix, par exemple. Son père avait monté une entreprise de livraison de poisson frais par drone. Il y avait forcément des bijoux à la maison.

Mais :

- Un chien robot de garde.
- Autorisation légale de morsure.
- Prélèvement ADN automatique.
- Transmission instantanée à la police.

Idéfix regarda ses bras, imagina les crocs en titane. Non.

Voler une voiture ?

Une vieille Audi A6. Facile à démarrer, il avait même bricolé un kit en cours de travaux manuels.

Mais :

- Drones de surveillance en permanence.

- Détection comportementale.
- Libération automatique d'un moustidrone qui venait se coller au véhicule.
- Traçage du véhicule jusqu'à immobilisation.

Il soupira.

Même les idées illégales demandaient maintenant un diplôme d'ingénieur.

Même la drogue n'est plus ce qu'elle était

Depuis 2030, le marché avait changé.

Une IA du DrugMagicCrew avait mis au point une drogue sans danger pour la santé, avec une autre molécule annulant les effets en quinze minutes. Trip sur commande. Aucune dépendance. Retour à la normale garanti.

Résultat :

- L'État avait légalisé.
- Les DrugMagicStores étaient partout.
- Cannabis et cocaïne étaient devenus ringards.
- Plus aucun "business" à monter dans la cour du lycée.

Idéfix réalisa, un peu amer, que même la délinquance avait été disruptée.

Aujourd'hui :

- Plus de monnaie papier.
- Des systèmes de contrôle interconnectés.
- Une justice largement automatisée.

Résultat : Plus de 80 % des actes illégaux élucidés.

Les procès avaient lieu dans la semaine. Pas de palabres interminables. Un jugement clair.

Un recours était possible devant un juge humain, mais tout le monde connaissait la règle : quitte ou double.

Idéfix n'aimait pas le double.

Alors il fit ce que la plupart des adolescents font quand le monde devient trop compliqué.

Il alla jouer chez son copain César.

César avait déjà la PS9. César avait toujours tout. Et César n'avait aucune idée de la chance qu'il avait.

Idéfix

Idéfix mit le casque, sourit, et se dit qu'après tout... Dans un monde où voler était devenu trop risqué, il restait encore une chose parfaitement légale : profiter de ce que les autres acceptaient de partager.

Et pour l'instant, ça lui suffisait.

Leya

Pour conclure cette série de nouvelles — même si j'ai encore mille idées en réserve, et que je me ferai un plaisir d'y replonger si vous, lecteurs, m'y encouragez — j'ai choisi de raconter une histoire simple. La journée d'une femme ordinaire. Enfin... ordinaire pour son époque.

Parce que ce qui nous semble aujourd'hui extraordinaire n'est souvent que la banalité de demain.

Leya, 32 ans, femme libérée

7h00 — L'indépendance commence à la cuisine

Le réveil de Leya sonne à 7h00. Elle ouvre un œil, puis l'autre, sans urgence. Dans la cuisine, son Cookall a déjà fait son œuvre : café à la bonne température, tartines dorées juste comme il faut, jus de fruits pressé à partir d'oranges que le système avait commandées automatiquement trois jours plus tôt, anticipant la baisse de stock avec une précision presque vexante.

Son drone ménager flotte doucement entre la table et l'évier, débarrasse les couverts, les range dans le lave-vaisselle, puis se dirige vers les vitres. Le robot aspirateur-laveur termine silencieusement les sols, comme tous les matins.

Elle avait envisagé un temps l'achat d'un robot humanoïde multifonctions. Mais à 32 ans, elle préfère encore investir dans les voyages, le sport et les plaisirs immédiats. Et puis, les humanoïdes sont encore un peu trop chers pour ce qu'ils font — et surtout pour ce qu'ils ne font pas encore.

Mais l'essentiel est là. Leya est libérée des tâches ménagères.

8h00 — Se déplacer sans posséder

Elle valide sur l'application Renault-tomatique qu'elle sera prête dans dix minutes. La voiture autonome arrive pile à l'heure.

Comme elle est la première passagère, elle s'installe à la place conducteur. Inutile, bien sûr. Mais la loi exige toujours qu'un humain soit théoriquement capable de reprendre le volant « en cas de nécessité ». Personne ne se souvient vraiment de la dernière fois où c'est arrivé.

L'algorithme optimise le trajet : deux autres passagers sont pris en route. Si Leya possédait encore une voiture personnelle, elle gagnerait peut-être sept minutes. Mais pourquoi posséder une tonne de métal immobilisée 23h00 par jour pour ça ?

Les transports en commun sont gratuits depuis longtemps maintenant. Le train autonome, mis en service au milieu des années 2030, a rendu obsolètes contrôles, billets et guichets. La SNCF a vu ses effectifs fondre — et ses coûts aussi. Plus de grèves rituelles à chaque vacances scolaires. Personne ne s'en plaint vraiment.

Leya regarde le paysage défiler, détendue. Elle est libérée de la contrainte du transport.

9h00 — Travailler peu, mais bien

Leya arrive à son travail à 9h. Son entreprise gère le management d'influenceurs.

La publicité traditionnelle a quasiment disparu. On n'achète plus sur injonction, mais par recommandation incarnée. Or les influenceurs sont rarement simples. Et parfois... très jeunes.

Son rendez-vous du jour s'appelle Barbecue, sept ans, influenceur végétarien.

Un paradoxe assumé — ou une ironie parentale mal digérée.

Barbecue est contrarié. Ses audiences ont chuté de 13 % depuis qu'on lui a conseillé de promouvoir une marque de nuggets végétarien issus de déchets organiques recyclés.

Il se sent trahi. Le mot *désappointé* revient souvent dans sa bouche. Trop souvent pour un enfant de sept ans, alors Leya glisse discrètement la question à son A-I-Pod. Reformulation, contextualisation, décodage émotionnel. Elle comprend : il faut changer de produit.

L'IA marketing suggère rapidement une piste : recyclage + végétarisme + tendance culturelle du moment. Connexion établie avec le service commercial de Kryptonik, boissons gazeuses à base d'eau de pluie et de fruits périmés.

Les deux IA négocient. Accord validé.

Barbecue consulte son assistant de poche. Celui-ci croise les données : le remake rap de *Singing in the Rain* explose les vues sur Netflix. Potentiel de croissance estimé : +27 %.

Barbecue sourit. Accord scellé.

À midi, la journée de travail de Leya est terminée. Trois heures par jour. 3 200 Cubis mensuels, revenu de base inclus. 2 600 Cubis nets après cotisations.

Largement assez pour vivre. Et surtout, assez pour vivre autre chose.

Leya est libérée de la contrainte du travail.

12h30 — Manger sans compromis

Elle retrouve deux amis dans un McDonald's.

La chaîne a profondément évolué. Finis les anniversaires d'enfants criards et le clown Ronald. Et fini le personnel en cuisine ou qui s'occupe des commandes, tout est automatisé. Alors place aux spectacles vivants pour garder une touche d'humanité: chanteurs, humoristes, danseurs. Les artistes jouent trente minutes par jour, payés au chapeau — et aux partages sociaux automatisés.

L'écran tactile de la table propose plus de 200 ingrédients.

Burger sushi.

Burger bolognaise.

Ou création totalement improbable.

Leya a une application qui vérifie l'origine des produits, leur empreinte carbone, leur compatibilité avec ses valeurs. Tout est validé automatiquement.

Le burger arrive, déposé par un drone. Trois Cubis pour ce délice, c'est vraiment très raisonnable.

Leya est libre de manger ce qu'elle veut.

15h00 — Le corps aussi a son mot à dire

Salle de sport.

Bracelet de forme activé. Analyse en temps réel.

Le coach sportif IA observe, calcule, tranche :

— *Les fessiers ont pris 0,1 mm depuis la semaine dernière. Pas en muscle.*

Message reçu.

Après une heure d'effort, elle retrouve ses amies dans l'espace détente. La discussion dérive, comme toujours, vers cette vérité universelle : le coach IA, c'est efficace... mais le coach humain avec un beau fessier, c'est quand même plus motivant.

Les salles avec humains existent encore. Plus chères. Leya choisira plus tard.

Elle est libre jusque dans sa manière de faire du sport.

17h00 — Désir sans promesse

Kasper est déjà chez elle. 18 ans. Son sexfriend du moment.

Ils se sont rencontrés dans une salle de rencontres physiques, avec jeux érotiques encadrés. Bien plus honnête que des heures de messages douteux avec des vidéos générées par IA.

Leya ne cherche pas le couple. Pas encore. Pas d'enfant non plus. Même si, parfois, l'idée d'un monde devenu plus respirable commence à semer un doute.

Mais aujourd'hui, elle choisit. Et choisir, c'est déjà une forme d'engagement envers soi-même.

Elle veut rester libre de sa sexualité.

18h30 — Être écolo sans effort

La bouteille vide est jetée dans la poubelle unique. Plus de tri. Tout est bien mieux effectué par les centres de recyclage.

95 % des déchets sont recyclés. Les IA spécialisées en chimie ont imaginé des millions de procédés. Les humains n'ont plus qu'à sélectionner et produire.

Les terres rares ne sont plus rares car les déchets électroniques sont devenus des mines. La planète respire un peu mieux.

Leya est libre d'être écolo sans contrainte.

19h00 — Consommer quand on veut

Le lockerbus arrive. Livraison surprise commandée par Kasper.

Casier ouvert, dîner récupéré. Aucune interaction humaine. 24h/24.

Elle est libre de faire ses courses quand elle veut.

21h00 — Rêver à la carte

YouTube est allumé.

— Je voudrais voir *une histoire d'amour avec de l'action*.

— Titanic ?

— Mais en version 1h30. Et avec Kasper et moi comme acteurs.

Quand Kasper découvre sa mort, il demande une nouvelle fin. L'IA s'exécute.

Leya est vexée car elle trouve la fin originale meilleure. Alors elle rompt. Pour voir disparaître Kasper, mais le garder pourtant intact dans sa mémoire.

Une semaine plus tard, ils se remettront ensemble. Devant un remake de *Quand Harry rencontre Sally*. Et cette fois-ci, elle ne simulera pas.

Épilogue

Leya se couche. Elle n'a rien révolutionné aujourd'hui. Elle n'a pas changé le monde.

Elle a simplement vécu. Libre.

Et peut-être est-ce cela, finalement, la plus grande des révolutions.

Conclusion

Quand je parle de Cubi autour de moi, on me qualifie souvent d'utopiste.

Quand je décris le monde que j'imagine, on me prête un optimisme béat.

L'avenir dira qui avait raison.

Je vous l'ai déjà dit : je ne suis pas écrivain. Et je dois reconnaître que mon style littéraire, à l'état brut, est sans doute indigeste.

Étant informaticien, convaincu que Cubi était techniquement et économiquement possible, j'ai d'abord essayé de faire passer l'idée autrement : en créant un site web démontrant le fonctionnement d'une monnaie fondante intégrant un revenu universel.

Mais avoir un site internet ne suffit pas pour qu'une idée se propage, encore moins pour qu'elle évolue. Une idée doit être racontée, expliquée, transmise. Et ça, je ne savais pas le faire.

Puis j'ai commencé à travailler avec ChatGPT pour le développement de mes sites. Peu à peu, nous avons aussi discuté d'autres sujets, plus personnels, plus philosophiques. J'y ai découvert un pouvoir de reformulation déjà presque parfait. Alors je me suis dit que le moment était venu de communiquer mes idées par un biais bien plus classique — et bien plus puissant : un livre.

Je n'aurais pas pu écrire ce livre sans ChatGPT. Vous auriez probablement abandonné à la première page.

Mais ChatGPT n'aurait pas pu écrire ce livre sans moi non plus. Toutes les idées de base, je les lui ai fournies. Et c'est par une succession d'allers-retours, de reformulations, de compléments et de confrontations, que ce livre a pris forme.

Aujourd'hui, l'intelligence artificielle ne nous remplace pas : elle nous rend plus forts. Apprendre à l'utiliser pour compenser nos faiblesses est, à mes yeux, le seul conseil que je puisse donner à ceux qui la craignent encore.

Je ne sais pas si un jour l'IA deviendra si autonome qu'elle nous remplacera totalement. Mais quoi qu'il arrive, même dans un tel monde, si notre système économique a su évoluer pour intégrer un mécanisme de type Cubi, alors ce monde restera viable.

Et peut-être même, enfin, désirable.

Conclusion

Table des matières

CUBI : pourquoi, comment.....	3
Introduction.....	5
Brève histoire de la monnaie.....	7
Des objets rares comme premières monnaies.....	7
La monnaie métallique : la valeur incarnée.....	7
La monnaie papier et l'étalon-or.....	7
1971 : la fin de l'étalon-or et la naissance de la monnaie dette.....	8
2009 : l'irruption du Bitcoin et des cryptoactifs.....	8
2026 : l'émergence potentielle de Cubi.....	8
La « monnaie dette ».....	9
Comment la monnaie est-elle créée ?.....	9
Les garde-fous : pourquoi les banques ne peuvent pas prêter sans limite ?.....	9
L'objectif de la banque centrale : calibrer la quantité de monnaie.....	10
La dette publique : une « bonne » idée ?.....	10
La vitesse de circulation : un facteur souvent oublié.....	11
Essayons CUBI.....	13
Partons d'un revenu universel : 1 000 Cubis par mois.....	13
Pourquoi c'est impossible avec l'euro.....	14
L'originalité d'une monnaie fondante.....	14
Une idée simple : 1 000 Cubis pour chaque Français + 1 000 Cubis pour l'État.....	16
Monnaie fondante et inflation : un faux procès.....	17
CUBI et sa relation au travail.....	19
Un changement profond dans la relation employeur / salarié.....	19
Pourquoi ces cotisations n'ont plus lieu d'être.....	19
Le salaire complet : un gain immédiat de pouvoir d'achat.....	20
Un environnement extraordinairement compétitif pour les entreprises.....	21
Pourquoi CUBI est indispensable et URGENT.....	23
L'IA ne va pas plafonner.....	23
La théorie de la destruction créatrice ne s'appliquera plus.....	23
Ce qui se passe secteur par secteur.....	24
La conclusion logique : 80 % des gens sans emploi.....	25
Avec Cubi, ce n'est plus une catastrophe.....	25
Même les milliardaires le savent.....	25
Le prix des choses.....	27
Qu'est-ce qu'une monnaie ?.....	27
Pourquoi une monnaie fondante peut malgré tout conserver la valeur.....	28
La valeur d'une monnaie par rapport aux autres.....	28
Cubi et le taux de change.....	29
Comment se fixent les prix des biens.....	29
Et quand tout sera produit par des machines ?.....	30
Et l'épargne, dans un monde CUBI ?.....	33
L'erreur classique : confondre épargne et thésaurisation.....	33
Dans Cubi, on n'épargne plus la monnaie, on épargne la valeur.....	33
Les trois formes d'épargne dans un monde Cubi.....	33
Et les plus modestes ?.....	34
Cubi ne supprime pas la prévoyance. Il supprime l'illusion.....	34
Quelles solutions sont proposées actuellement ?.....	37
Pourquoi « prendre aux riches pour donner aux pauvres » ne fonctionne pas.....	37
Et si on taxait les robots.....	39
C'est simple : Interdire l'IA et les robots.....	40

Conclusion

Bloquer les prix.....	40
Essayer Cubi.....	40
Le modèle social.....	41
L'assurance chômage.....	41
La retraite.....	43
L'assurance santé.....	44
Les autres dépenses sociales.....	45
Un choix de courage.....	45
Repenser la démocratie.....	47
Une démocratie à plusieurs niveaux, réellement représentative.....	48
Transparence démocratique.....	51
Quels emplois pour demain.....	55
Compétences rares et environnements complexes.....	57
Robots, mais pas partout.....	57
Agriculture, industrie, BTP.....	57
Les métiers du lien humain.....	58
Le nouveau rôle de l'humain.....	58
Enseignement, administration, justice.....	58
Comment mettre en œuvre CUBI.....	59
Je crois en Cubi.....	59
D'abord, il faut juste essayer.....	61
Une maquette fonctionnelle avant tout.....	61
Et ensuite, devenir une « vraie » monnaie.....	62
Et si l'Islande était le premier pays à adopter CUBI ?.....	63
Point de départ : l'Islande aujourd'hui (ordre de grandeur).....	63
Hypothèses Cubi pour l'Islande.....	63
Calculs : combien de Cubis injectés dans l'Islande ?.....	64
Effets possibles sur le chômage et la société islandaise.....	65
Les objections légitimes.....	67
Cubi n'est pas une loi de la nature.....	67
Cubi ne suppose pas des humains parfaits.....	67
Cubi ne supprime pas tous les risques économiques.....	68
Cubi ne supprime pas la politique.....	68
Cubi n'est pas garanti de réussir.....	69
Pourquoi proposer Cubi malgré tout.....	69
Conclusion.....	71
La vie en France en 2045.....	75
Introduction.....	77
Oril-IA.....	79
Louis.....	83
Daniel.....	87
Ahmed.....	89
Kathy.....	91
Karim.....	95
Claire.....	99
Idéfix.....	103
Leya.....	107
Conclusion.....	111